

# CAHIERS DU CENTENAIRE de l'Algérie

---

- I. L'Algérie jusqu'à la pénétration Saharienne.
- II. La pacification du Sahara et la pénétration Saharienne.
- III. L'évolution de l'Algérie de 1830 à 1930.
- IV. Les Grands Soldats de l'Algérie.
- V. Le Gouvernement de l'Algérie.
- VI. L'art antique et l'art musulman en Algérie.
- VII. L'Algérie touristique.
- VIII. Les liaisons maritimes, aériennes et terrestres de l'Algérie.
- IX. Les productions algériennes.
- X. La vie et les mœurs en Algérie.
- XI. La France et les œuvres indigènes en Algérie.
- XII. Cartes et Index.

IMP. A. PIGELET & C<sup>o</sup> ORLÉANS

# CAHIERS DU CENTENAIRE DE L'ALGÉRIE

## I

---

# L'ALGÉRIE

## jusqu'à la Pénétration Saharienne

PAR

**M. J. - M. BOURGET**

Ancien élève de l'École Normale Supérieure  
Agrégré de l'Université  
Capitaine d'Infanterie honoraire  
Rédacteur militaire au « Journal des Débats »



PUBLICATIONS DU COMITÉ NATIONAL MÉTROPOLITAIN  
DU CENTENAIRE DE L'ALGÉRIE

**L'ALGÉRIE**  
**jusqu'à la Pénétration Saharienne**

**CAHIERS DU CENTENAIRE DE L'ALGÉRIE**

**I**

---

# **L'ALGÉRIE**

**jusqu'à la  
Pénétration Saharienne**

PAR

**M. J.-M. BOURGET**

Ancien élève de l'École Normale Supérieure

Agrégé de l'Université

Capitaine d'Infanterie honoraire

Rédacteur militaire au « Journal des Débats »



**PUBLICATIONS DU COMITÉ NATIONAL MÉTROPOLITAIN  
DU CENTENAIRE DE L'ALGÉRIE**

## INTRODUCTION

---

Une histoire de l'Algérie a forcément quelque chose d'un peu factice, d'un peu arbitraire. L'unité politique ou administrative que nous désignons sous le nom d'Algérie est de création récente : c'est seulement au XVI<sup>e</sup> siècle que les deux frères Arroudj et Khayr ed Din Barberousse la constituèrent, sous la vassalité du Sultan de Constantinople. Encore la Régence d'Alger ne s'étendit-elle jamais que sur un sixième des territoires aujourd'hui réunis sous le nom d'Algérie, et le pouvoir du Dey d'Alger n'était-il pas reconnu sans contestation dans tout le pays qui lui était théoriquement soumis.

Aux époques antérieures l'unité de l'Algérie n'était pas mieux établie.

La légendaire chevauchée d'Oqba et de ses compagnons au VII<sup>e</sup> siècle de notre ère les avait bien conduits de Kairouan jusqu'à l'Atlantique; mais, par la suite, il se constitua des royaumes ou des confédérations indigènes qui englobèrent seulement une partie de l'Algérie (Royaume de Tahert, Etat Hammadite, Royaume de Tlemcen); très souvent ces Etats furent en lutte avec des Etats plus puissants situés à l'Est ou à l'Ouest, doués d'une unité mieux définie, et qui les réduisirent à une vassalité plus ou moins étroite.

A l'époque romaine, la domination des empereurs s'étendait à toute l'Afrique du Nord, au moins, sauf exception dans la région côtière. Mais il n'y avait pas d'unité administrative pour tous ces territoires. L'Algérie elle-même comprenait (de l'Ouest à l'Est) les provinces de Maurétanie Césarienne, de Maurétanie Sitifiennne, et, pour partie, de Numidie : les autres portions de l'Afrique du Nord étant réparties

entre la Maurétanie Tingitane (partie septentrionale du Maroc actuel moins le Riff), la province d'Afrique (ancien territoire de Carthage), le Byzacène. Ces diverses provinces douées d'une civilisation unique ne formaient pas un ensemble politique ; aucun des gouverneurs n'avait autorité sur les autres : tous étaient égaux, et le pays se trouvait morcelé. A l'époque de Dioclétien, qui groupa les provinces en diocèses, il y eut bien un diocèse d'Afrique, mais la Tingitane n'en faisait pas partie et était rattachée au diocèse des Espagnes.

Cet état de division politique et administrative trouve une explication naturelle dans la configuration géographique du pays. On rencontre, du Sud au Nord, en venant de la mer, des régions diverses ayant des caractères physiques et économiques très tranchés (Tell, Hauts-Plateaux, Atlas). Et, de l'Est à l'Ouest, ces régions elles-mêmes se trouvent morcelées, compartimentées, par un relief tourmenté, assez complexe, qui dessine une succession de massifs montagneux plus ou moins facilement pénétrables et séparant des plaines entre lesquelles les communications sont relativement pénibles.

\*  
\* \*

Inversement, si l'on cherche ce qui peut faire l'unité dans les populations algériennes, on s'aperçoit qu'alors on dépasse singulièrement le cadre algérien proprement dit.

Ces éléments d'unité sont le sentiment religieux et les caractères ethnographiques. Or, ce qu'on peut dire de ceux-ci, comme de celui-là, s'il s'applique d'une façon générale à l'Algérie tout entière, ne s'étend pas à elle seulement mais bien à toute l'Afrique du Nord, c'est-à-dire, outre l'Algérie, au Maroc et à la Tunisie. Il y a des variantes locales, incontestables et aisément perceptibles, mais ce ne sont que des variantes ; le fond commun reste le même.

L'Algérie est musulmane, comme le sont le Maroc et la Tunisie. Il y subsiste des îlots isolés dont la population se rattache à une secte qui date des premiers âges de l'Islam : c'est le cas des Ibadites de la Région du Mzab, qui sont des Kharidjites, dont l'origine remonte au temps du khalife Ali. D'autre part le mahométisme des populations de l'Afrique du Nord connaît des nuances variables qui tiennent souvent à des traditions, à des souvenirs locaux. L'Islamisme, principe unificateur, n'est pas exactement le même des Syrtes aux colonnes d'Hercule et au Sahara.

Quant à la population, elle présente des caractères généraux communs, mais avec des différences appréciables. On a affaire dans l'ensemble à une population berbère à laquelle sont venus se mêler des Arabes. Il est souvent difficile de faire la distinction des uns et des autres. Beaucoup de Berbères se sont arabisés ; mais aussi un certain nombre d'Arabes se sont berbérés. Les deux mouvements ont été plus ou moins lents, plus ou moins contrariés, et le résultat final présente une bigarrure très variée.

En tout cas, que ce soit du point de vue religieux ou du point de vue ethnique, les différences que l'on peut reconnaître ne coïncident pas avec les frontières politiques qui séparent l'Algérie du Maroc et de la Tunisie. Aussi le général Azan a-t-il pu écrire au sujet d'Abd el Kader, qui incarne l'esprit de résistance indigène à la pénétration française en Algérie :

« Il conduisait au combat de fidèles musulmans, mais non des patriotes algériens. »

Il n'y avait pas, il ne pouvait pas y avoir de patriotes algériens.

\*  
\* \*

L'unification relative introduite par l'Islam s'est accompagnée d'une transformation profonde dans le caractère des populations algériennes, mais sans faire disparaître les raisons naturelles de divergences.

Les Berbères avant la conquête musulmane étaient assez perméables à l'influence des civilisations supérieures. Les Phéniciens et les Carthaginois, puis les Romains, les façonnèrent aisément, bien que ni les uns ni les autres ne soient venus en très grand nombre : l'idée de colonie de peuplement n'était pas née encore. Ceux des Berbères qui le pouvaient, étaient fiers d'acquérir le titre de citoyen romain, de même que, plus anciennement, nombre de leurs ancêtres avaient pris des noms carthaginois, c'est-à-dire phéniciens. Des Africains d'origine remplirent de hautes charges dans l'Empire romain, certains accédèrent à la dignité suprême.

C'est avec la même facilité que fut acceptée la première arabisation par la religion et la langue. A ce fait contribua d'ailleurs la nature même de l'action musulmane, qui mêlait étroitement la religion à toutes les relations sociales, ne laissant le choix aux populations qu'entre la conversion et l'exil ou la mort.

L'âme berbère se trouve profondément modifiée à partir du XI<sup>e</sup> siècle par les conséquences de l'invasion des Arabes hilaliens. Les Hilaliens représentent l'apport ethnique le plus considérable qu'ait subi l'Algérie, comme le reste de l'Afrique du Nord; mais, en même temps, les Hilaliens apportèrent, surtout par leur action politique, un nouvel élément d'instabilité où l'on doit voir l'origine du fatalisme algérien sous la forme résignée qu'il a prise. Habitée aux brusques changements de fortune, à l'incertitude du lendemain, la population a perdu le goût des entreprises de longue haleine dans lesquelles l'énergie humaine lutte contre les forces naturelles et réussit à leur arracher sa subsistance quotidienne dans des conditions toujours améliorées. Cette énergie fit place à l'apathie ou bien elle se tourna vers d'autres domaines.

Cette tendance trouvait dans certaines parties de l'âme berbère un terrain tout préparé. En dépit de l'influence romaine, en dépit de l'unification qu'elle imposait dans les idées, dans la civilisation et dans les mœurs, les ferments de discorde y germaient facilement : aux premiers âges de la chrétienté, l'hérésie donatiste trouva en terre berbère un domaine d'élection ; de même, après l'islamisation, les Kharidjites, puis les Chiites purent s'assurer en Berbérie, et spécialement en Algérie, de puissants et agissants appuis. Cette exaspération du sentiment religieux allant jusqu'à l'hérésie est un trait à retenir.

Autre trait à retenir : les rivalités entre les personnes ou entre les clans, aussi difficiles à expliquer qu'à apaiser. Ces rivalités, ces haines, semblent dues, la plupart du temps, à la jalousie et au désir d'indépendance : ne pas céder volontairement devant le voisin est un sentiment qui atteint aisément son paroxysme en terre berbère.

Les conditions géographiques elles-mêmes y contribuent. Nulle part ce sentiment n'est plus puissant, plus ardent, plus vivace, que dans certaines régions montagneuses où la rudesse de la vie laisse aux habitants leurs caractères primitifs dans toute leur violence. Certaines régions de l'Algérie ont été de tout temps le refuge des Berbères animés de la passion de résister à toute pénétration guerrière ou pacifique : les Romains, comme après eux les Arabes et les Français, ont eu à compter sérieusement avec le Djurdjura, la Kabylie, l'Ouarsenis, l'Aurès, comme, au Maroc, avec le Riff.

Il semble que la seule différence d'habitat suffit à donner aux populations des sentiments opposés. De même que,

au Maroc, au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles, les habitants de Rabat tremblaient dans la crainte d'une attaque des Zaërs, de même, lors de la décadence de l'Empire romain, les habitants des villes et des plaines avaient à redouter les incursions des montagnards : il n'y avait pas, dans un cas plus que dans l'autre, de haine de races ; les habitants des cités « romaines » étaient dans leur immense majorité des Africains romanisés.

\*  
\* \*

La permanence de certains caractères fondamentaux des populations de l'Afrique du Nord a, en dehors des conditions géographiques, imposé une marche à peu près semblable à toutes les civilisations qui se sont trouvées y prendre pied. L'Algérie fait partie du bassin méditerranéen, et, par suite, elle a été soumise aux divers efforts d'unification qui s'y sont produits. C'est un perpétuel recommencement : les Phéniciens par le commerce, les Romains par la paix romaine, les Musulmans par la foi conquérante, les Turcs par besoin de domination, se sont essayés, en suivant des principes divers, à faire l'unité des pays méditerranéens.

Le cas de la France est spécial. Quand, à la fin du premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, elle se décida à une action militaire en terre algérienne, elle y fut poussée principalement par la volonté de mettre fin à une situation qui durait depuis des siècles et que les nécessités vitales de l'Europe moderne, comme ses principes, rendaient décemment intolérable. En même temps, elle se trouvait être la principale puissance de la Méditerranée occidentale, et, dans une certaine mesure, les circonstances lui imposaient la mission civilisatrice que d'autres avaient remplie autrefois.

Enfin, l'affirmation plus ou moins consciente du sentiment national dans la plus grande partie de l'Europe, le fait que la France était la plus forte des puissances européennes parvenues à achever leur unité, devaient donner à son expansion une forme nouvelle qui se réalisa en Algérie.

Quant au processus de pacification, il se développa jusqu'à des limites non encore atteintes auparavant, mais il prit une allure analogue à ce qu'on avait déjà constaté dans le passé, notamment à l'époque romaine. Une circonstance précise provoque la première intervention. Et peu

à peu l'entreprise grandit de par la nécessité de protéger les portions de la population qui se rallient à l'action pacificatrice, On aurait bien surpris Charles X et ses ministres si on leur avait dit que le débarquement à Alger conduirait leurs successeurs jusqu'au Tchad. Mais la pacification de l'Algérie, puis la pénétration saharienne étaient une nécessité : en se substituant à l'administration turque, la France acceptait la tâche de rendre aux populations indigènes, avec des possibilités de vie plus large, une complète sécurité. Le problème était d'envergure, puisque si, par le Nord, l'Algérie touche à la Méditerranée, elle touche, par le Sud, à une sorte de mer intérieure, le Sahara, dont les riverains, plus encore que ceux de la Méditerranée, ne peuvent trouver la sécurité que dans l'unité.



Alger la Blanche.

## PREMIÈRE PARTIE

---

### L'ALGÉRIE AVANT L'ISLAM

---

#### I

#### **Les Populations Primitives Les Phéniciens et les Carthaginois**

La première civilisation venue du dehors qui ait marqué son empreinte en Algérie, comme dans le reste de l'Afrique du Nord est la civilisation phénicienne, d'abord par l'emprise commerciale des négociants de Tyr, puis, une fois la métropole disparue, par l'emprise politique de Carthage, sa florissante colonie.

Il y a cependant des traces de civilisations préhistoriques, dont les caractéristiques générales sont les mêmes que dans tout le bassin méditerranéen : armes et outils de pierre plus ou moins primitifs, emplacements de stations en plein air, abris sous roches, tumuli, sépultures de pierre brute ou peu travaillée, dolmens, se rencontrent en Algérie. Les sépultures sont attribuées par les Berbères à des peuples plus anciens qu'eux-mêmes, aujourd'hui disparus, qu'ils appellent les Djouhala et les Beni Sfao, ce qui tend à confirmer l'hypothèse suivant laquelle les Berbères ne seraient pas des autochtones.

Ce qui semble certain, c'est que, de très bonne heure, la distinction s'établit entre les populations sédentaires des plaines côtières, et les nomades ayant leurs terrains de parcours plus au sud. De même aussi, on peut démêler des rapports évidents entre l'Algérie primitive et l'Égypte antique : la langue des Berbères est de la même famille

que celle des Egyptiens, des Nubiens et des Abyssins ; la religion des premiers Algériens, après avoir suivi les cultes naturistes, adopta le Dieu Ammon, personnification égyptienne du soleil.

Les Phéniciens, qui furent les premiers à prendre pied sur la côte, semblent avoir établi leurs comptoirs en Algérie vers le XII<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Il s'agissait uniquement de places de commerce maritime.

L'effort des Phéniciens fut prolongé par celui des Carthaginois, dont l'activité fut assez grande en Afrique du Nord pour écarter les Grecs, eux-mêmes colonisateurs dans tout le bassin méditerranéen à partir du VIII<sup>e</sup> siècle. Mais, contrairement à leurs devanciers, les Carthaginois ne purent s'en tenir à l'activité commerciale.

Leur territoire proprement dit ne dépassa jamais vers l'Ouest les limites occidentales de la Tunisie actuelle. Si réduit que fût ce territoire, le voisinage des Berbères à la périphérie obligea les Carthaginois à pratiquer ce que nous appelons aujourd'hui une politique indigène. Sans reculer leurs frontières, ils travaillèrent activement les tribus et réussirent à s'en concilier un grand nombre, notamment en donnant en mariage des filles de l'aristocratie à des chefs indigènes. Ceux-ci fournirent des contingents auxiliaires. La cavalerie qu'Hannibal emmena contre Rome était en grande partie composée de Numides.

L'influence de Carthage se fit sentir loin de son territoire. La langue punique devint la langue officielle dans les tribus.

Nombreux furent les Maures et les Numides qui prirent des noms carthaginois. Au temps de saint Augustin encore (fin du IV<sup>e</sup> siècle de notre ère, début du V<sup>e</sup>) les paysans des environs de Bône et de Guelma parlaient le punique. Certaines cités de l'intérieur adoptèrent des institutions copiées sur celles de Carthage. Cirta (Constantine) et Calama (Guelma) étaient gouvernées par des Suffètes.

Dans le domaine religieux également, l'emprise de Carthage, fut manifeste. L'Ammon égyptien se confondit avec le Baal Hammon phénicien ; de même, fut introduit le culte de l'Astarté phénicienne.

Si l'emprise politique des Grecs fut écartée de l'Algérie par Carthage, ce fut par l'intermédiaire de la grande cité punique que l'art grec s'y introduisit, et, avec lui, certains cultes. Des monuments comme le Médracen, le mausolée du Kroub et le « tombeau de la Chrétienne » (qui sont des

sépultures de rois indigènes) témoignent de l'influence hellénique. Celle-ci se traduit encore par l'introduction des cultes de Déméter et de Perséphone, de Dionysos, de Hadès.



Le Médracen.

Dès cette époque l'Algérie semble avoir connu une grande prospérité. Le Tell était déjà producteur de blé et l'agriculture se développa largement : la vigne, l'olivier étaient florissants. Les richesses minières étaient exploitées.

La nature spéciale de la domination punique n'empêchait pas les indigènes de s'organiser suivant leurs tendances. Carthage entendait seulement assurer sa sécurité : de grands royaumes indigènes se constituèrent, ou plutôt englobèrent des tribus unies en confédérations sous l'autorité d'un souverain commun.

L'histoire des débuts de ces royaumes indigènes est assez mal connue. Ce qui semble établi, c'est que, au fur et à mesure de l'affaiblissement de Carthage, absorbée par sa lutte contre Rome, ces royaumes devinrent de plus en plus puissants, au point de pouvoir imposer leur autorité à certaines cités phéniciennes englobées dans leur territoire.

A la fin du III<sup>e</sup> siècle avant notre ère, l'Afrique du Nord comprend, en dehors du territoire carthaginois, deux grands royaumes. Celui des Massyles situé vers l'Est, a comme ville principale Cirta, et comme souverain Massinissa ;



celui des Massessyles, à l'Ouest, est gouverné par Syphax. La puissance de celui-ci est montrée par le fait qu'il prit parti contre Rome et entra en campagne contre Scipion l'Africain, à la tête de 60.000 hommes.

La bataille de Zama (202 av. Jésus-Christ) et la ruine de Carthage allaient marquer le début d'une période agitée dans l'histoire de l'Algérie.

---

## II

### La conquête Romaine

L'installation définitive de Rome en Afrique du Nord se fit par étapes et dura deux siècles et demi, si l'on compte à partir de la bataille de Zama.

Au début, les Romains se contentèrent de détrôner Syphax, et de donner son royaume à Massinissa qui se trouva régner ainsi du Maroc à la Tripolitaine. En 146, trois ans après sa mort, Rome annexa le territoire de Carthage (province d'Afrique ou Proconsulaire).

A la mort de son successeur Micipsa, qui avait été comme lui fidèle à l'alliance, ou mieux à la domination de Rome, le grand royaume fut partagé entre plusieurs prétendants. L'unité fut reconstituée par Jugurtha, qui fit assassiner ses cousins Adherbal et Hiempsal. Jugurtha n'accepta pas la vassalité de ses prédécesseurs vis-à-vis de Rome. Celle-ci subit un certain temps les manifestations violentes de son indépendance (assassinat d'Italiens amis de Hiempsal, corruption des envoyés du Sénat, puis de magistrats dans Rome, et, dans cette même ville, assassinat d'un prince indigène rival). Après la défaite d'une première armée romaine, il fallut quatre ans de dures campagnes pour réduire Jugurtha, et encore par trahison. La province romaine fut agrandie et le royaume partagé entre Hiempsa II et Mandrestal.

La période des guerres civiles qui marquèrent la fin de la République romaine donna quelque répit aux souverains indigènes de l'Afrique du Nord. L'un d'eux, Juba I<sup>er</sup> prit parti contre César et se mit à la tête de 30.000 fantassins et de 20.000 cavaliers. La bataille de Thapsus (46 av. Jésus-Christ) ruina ses espérances, mais sans que Rome se décidât à annexer tout le pays. Une nouvelle province, dite de

Numidie, dont l'historien Salluste fut le premier gouverneur, fut créée. Mais Sittius, un chef de bande italien, et un prince Numide, Bocchus, qui avaient affaibli Juba I<sup>er</sup>, en se jetant sur ses États, eurent en récompense, le premier Cirta, le second Sétif.

Après la mort de Bocchus, Auguste, son héritier, établit dans ses États des colonies de vétérans, mais, en 25 après Jésus-Christ, il donna son royaume, augmenté de territoires au sud de Cirta et des provinces romaines, à Juba II. Profondément imprégné de culture gréco-latine, artiste et littérateur avant tout, Juba II, dans sa capitale Cæserea (Cherchell), fut toute sa vie fidèle à l'alliance romaine.

Son fils et successeur Ptolémée le fut aussi. Mais les politiques de Rome jugeaient le moment venu d'annexer toute l'Afrique du Nord. Le faste que le roi déploya dans un voyage à Rome suscita la jalousie de l'empereur Caligula, qui le fit jeter en prison et assassiner. Deux nouvelles provinces furent constituées : la Maurétanie Tingitane (partie septentrionale du Maroc, moins le Riff, qui resta indépendant) et la Maurétanie Césarienne (partie septentrionale des départements d'Oran et d'Alger, partie occidentale du département de Constantine).

Même après la réduction complète en provinces, l'apport ethnique des Romains fut extrêmement faible. Il y avait eu déjà les bandes italiennes de Sittius à Cirta, puis les colonies fondées par Auguste pour établir ses vétérans : sur la côte Igilgili (Djiddjelli), Saldæ (Bougie), Rusazu (Azeffoun), Rusguniæ (Matifou), Gunugu (Gouraya), Cartennæ (Ténès), et, à l'intérieur, Aquæ (Hammam Rirha), Zucchabar (Miliana), Tubusuctu (Tiklat, au sud-ouest de Bougie).

Dans la plupart des cas, comme les noms mêmes l'indiquent, il s'agit d'établissements effectués dans des centres indigènes déjà existants. Il en fut de même par la suite. On connaît Oppidum Novum (Duperré), sur le Chélif Madauros (au sud de Soukh Ahras), Sitifis (Sétif), Cuicul (Djemila).

L'administration romaine en Afrique du Nord se caractérise par le petit nombre des fonctionnaires. La base de la vie publique était la Cité ; suivant sa politique ordinaire, Rome reconnaissait plusieurs espèces de cités jouissant de droits particuliers et plus ou moins étendus, élisant annuellement leurs magistrats assistés d'un conseil de décurions. La collation des diverses dignités entraînait l'obligation de verser une somme importante au trésor, et les fonctions étaient exercées gratuitement.

En dehors des Cités, les tribus étaient administrées par leurs chefs, désignés par l'Empereur, ce qui assurait leur indépendance, mais choisis dans les mêmes familles, ce qui assurait la permanence de l'autorité. Ces chefs, connus officiellement sous le nom de préfets ou princes, prenaient souvent le titre de roi et avaient auprès d'eux une assemblée des anciens.

Au-dessus des cadres locaux, l'administration romaine était représentée d'abord par le gouverneur de la province et sa maison (familia) : son domaine comprend, outre la vérification de la comptabilité, la justice criminelle, et la justice civile pour les affaires importantes. Il existe des préfets militaires, chargés des rapports avec les tribus, ou pour mieux dire de leur surveillance ; des agents du cadastre, des agents du recrutement. Le personnel de l'administration financière et fiscale est réduit au minimum, les impôts étant affermés.

Les forces militaires romaines, dans la partie soumise de l'Algérie, ne furent jamais très considérables ; elles étaient essentiellement formées par une seule légion, la Tertia Augusta, qui, stationnée sous Auguste à Ammaedara, en Tunisie, au nord-est de Tebessa, fut transportée de bonne heure dans cette dernière ville. La légion était renforcée par des auxiliaires qui, au début, étaient recrutés dans les autres parties de l'Empire romain, et par des formations indigènes, à effectifs variables, appelées en cas de besoin.

Ces forces suffisaient pour tenir les régions occupées, dont la frontière, au début du premier siècle, restait au nord de l'Aurès, englobait les plaines de Sétif et de la Medjana, et était jalonnée plus à l'ouest par Berrouaghia, le Chélif, Relizane, Perrégaux et l'embouchure de la Moulouya.

Par la suite, sous la pression des insoumis et pour mettre les provinces à l'abri de leurs incursions, la légion fut portée à Lambèse, avec des postes au sud de l'Aurès, qui ne fut réduit qu'après 50 ans de luttes ; et la frontière militaire atteignit (au III<sup>e</sup> siècle) la région sud-ouest du Hodna, Boghar, Teniet, Tiaret, Chanzy, Lamoricière, Tlemcen et Lalla Maghrnia. Les troupes tenaient alors un système de défense constitué par un fossé continu avec, au moins par place, un remblai ; des voies de communications permettaient des liaisons faciles entre les postes et les camps. Quelques Postes se trouvaient aux avancées, à Laghouat, Djelfa, Sfissifa.

### III

## La Paix Romaine en Algérie

Si mince que nous paraisse aujourd'hui cette armature de sécurité, elle suffit cependant pour assurer à l'Algérie pendant des siècles le bénéfice de la paix romaine. Le trait essentiel est la romanisation des populations africaines. Cette romanisation, qui fut poussée très loin dans les régions de plaines de la partie soumise, se réalisa de plusieurs façons.

Un de ses agents les plus efficaces fut l'armée. Dès l'origine la Tertia Augusta amena à sa suite des mercantis déjà formés à la vie romaine ; puis, suivant la politique en honneur dans tout l'Empire, des légionnaires recrutés sur place remplacèrent les Gaulois, qui au début avaient composé la Légion. Il en fut de même plus tard pour les auxiliaires. La colonisation des confins militaires trouva dans les anciens soldats de précieux pionniers. Ces volontaires, qui servaient 25 ans, et pouvaient se marier, touchaient une retraite et recevaient des terres elles-mêmes exemptes d'impôts à la condition que les fils fussent militaires à leur tour.

A l'intérieur, le principal moyen de romanisation fut la hiérarchie des droits variés conférés aux cités et aux individus. Les villes nouvelles (Thamugadi, Lambèse, Mascula, Bagai, Diana Veteranorum, Gemellæ, etc...), des villes anciennes furent dotées plus ou moins vite de l'organisation municipale, latine ou romaine, l'accession à l'échelon supérieur étant considérée comme une récompense très enviée.

Les particuliers pouvaient eux aussi s'assurer des privilèges toujours croissants : le titre glorieux de citoyen romain n'en marquait pas le terme. L'aristocratie formée dans les magistratures locales fut admise peu à peu à exercer les grandes fonctions romaines. Un habitant de Cirta devint consul sous l'Empereur Titus. Par la suite, un nombre important de ses compatriotes siégèrent au Sénat. Dès le début du III<sup>e</sup> siècle, Macrin, originaire de Cæsarea, devint empereur.

Cette accession au droit de cité et de citoyen romain avait comme base la langue. Le latin fut accepté, au moins dans les villes, avec la même facilité que l'avait été auparavant le punique. Avec lui s'intronisa le culte de Rome et des Empereurs, fondement moral de la puissance impériale ; en

même temps l'ancien Baal Hammon se confondit avec Saturnus Augustus et même avec Jupiter Optimus Maximus, et d'autres cultes romains furent acceptés (la Victoire, la Fortune, la Paix). La facilité avec laquelle ces différents cultes s'ajoutèrent aux cultes anciens, ou se confondirent



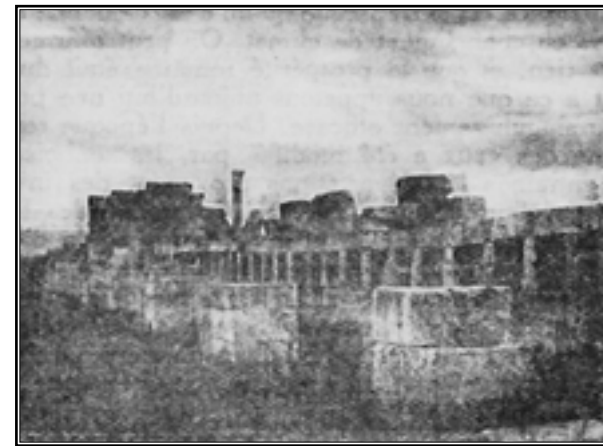
TIMGAD. — Temple du Génie.

avec eux, permet de mesurer par comparaison la transformation que la conquête musulmane a fait subir à l'âme algérienne.

L'adoption du latin à une époque où Rome possédait une langue classique complètement formée fut un puissant agent du développement culturel en Algérie. Dans les villes s'établirent des écoles où l'on étudia les grands auteurs grecs et latins : en tête de ceux-ci, comme dans tout le monde romain, Virgile. Certaines cités furent célèbres comme centres intellectuels. Tel fut le cas de Madaure et de Cirta. La future Algérie et la future Tunisie (Césarienne, Numidie, Proconsulaire) fournirent de nombreux médecins, de nombreux légistes, surtout de nombreux littérateurs.

Beaucoup de ceux-ci vinrent tenter la fortune à Rome. Le plus célèbre d'entre eux fut Apulée, né à Madaure. Saint Augustin, avant sa conversion, enseigna la rhétorique à Rome et à Milan.

Dans le domaine de l'art, les Africains romanisés rivalisèrent avec les autres peuples soumis à Rome. Ils ne semblent pas, d'ailleurs, avoir apporté rien de nouveau, ni d'original. Toutes les richesses artistiques de l'époque romaine retrouvées sur le sol algérien relèvent du goût hellénistique de l'époque. Du moins attestent-elles le niveau élevé de civilisation atteint par les Africains. Les ruines de Timgad et plus encore peut-être celles de Cuicul (Djemi1a) en sont d'éloquents témoins.



TÉBESSA. — Ruines de la Basilique.

Le développement de la culture latine en Algérie favorisa, comme dans le reste de l'Empire, celui du christianisme. Au commencement du III<sup>e</sup> siècle, on signale la présence d'évêques de Numidie dans les Conciles tenus à Carthage, celle d'évêques de Maurétanie au Concile de 256; six ans auparavant un concile s'était tenu à Lambèse. La future Algérie fournit de nombreux martyrs dans les persécutions, notamment, de Valérien et de Dioclétien. Et, dès le moment où la conversion de Constantin assura l'appui officiel au christianisme, celui-ci connut une floraison considérable en Algérie.

Cette contrée vit naître des pères de l'Eglise, dont le plus illustre, saint Augustin, évêque d'Hippone (Hippo-Regius

fixa la langue théologique et mystique du christianisme. Ses idées ont été exploitées non seulement par l'Église elle-même, mais encore par beaucoup de ceux qu'elle a condamnés comme hérétiques. La puissance des chrétiens d'Afrique, ainsi que leur attachement au latin, est marquée par le fait que ce sont eux qui l'imposèrent comme langue liturgique à l'église d'Occident.

Païenne ou chrétienne, grâce aux bienfaits de la paix romaine, l'Algérie connut une prospérité quelle ne retrouva pas avant de longs siècles. Quand on songe à ce qu'était l'Algérie turque, on a peine à croire que l'Afrique du Nord ait pu fournir à Rome la moitié ou les deux tiers de son blé, et même la totalité après la fondation de Constantinople.

La différence est si frappante qu'on s'est demandé s'il n'y avait pas eu changement de climat. On peut affirmer qu'il n'en est rien, et que la prospérité romaine était due simplement à ce que nous appelons aujourd'hui une politique de l'eau singulièrement efficace. Depuis l'époque romaine, le régime des eaux a été modifié par les déboisements qu'ont entraînés les dévastations provenant des invasions successives. Surtout on a laissé se dégrader des travaux hydrauliques qui avaient été réalisés non pas à la diligence du gouvernement central, mais sur l'initiative des Cités (dont le territoire comportait normalement une banlieue étendue) et des particuliers, des grands propriétaires. La distribution de l'eau avait été l'objet de soins particuliers, et elle était soumise à une réglementation précise empêchant le gaspillage et l'abus.

En même temps que la culture du blé, s'étaient développées celles de la vigne, de l'olivier, de l'amandier, du figuier, encouragées par des exemptions d'impôts et dans certains cas par la concession d'un droit de propriété héréditaire. L'élevage était aussi très florissant, celui du mouton, du bœuf, et surtout celui du cheval. La petite histoire enregistre des victoires de chevaux algériens sur les hippodromes de Rome; ce qui apporte une confirmation à la théorie suivant laquelle les étalons barbes, loin d'être des descendants du cheval arabe, ont au contraire contribué à lui donner sa valeur.

Les différentes parties de l'Algérie étaient reliées entre elles par des routes telles qu'en avait construit Rome dans toutes les autres parties de son Empire. Nées de la conception stratégique qui cherche la sécurité dans le mouvement, ces voies de communication servaient également au commerce. On en comptait trois principales allant de l'Est à

l'Ouest et complétées par des rameaux détachés et des rocades parallèles. Ce réseau suffisait parfaitement aux besoins de l'époque.

Bref, l'Algérie romaine résentait comme une contrée riche, peuplée, civilisée. Son plus beau moment se place dans les dernières décades du deuxième siècle et dans la première moitié du troisième.

---

#### IV

### Les Vandales et les Byzantins

Si avantageuse qu'ait été, pour celles qui l'acceptèrent, l'administration romaine, toutes les populations englobées dans la frontière militaire ne s'y soumettaient pas avec une égale bonne volonté. Dès le milieu du III<sup>e</sup> siècle, des révoltes se produisirent chez les Maures, puis en Kabylie. Des erreurs administratives, des exactions en furent peut-être l'occasion; la raison profonde semble avoir été la romanisation moins profonde résultant des conditions géographiques (Aurès, Djurdjura, Ouarensenis) et provoquant le réveil des instincts ancestraux de pillage. Ces premiers soulèvements furent réprimés péniblement.

La décadence progressive de l'Empire romain en favorisa de nouveaux par la suite jusqu'au moment où elle permit l'invasion des Vandales. Les causes générales de cette décadence sont assez connues. Elles prirent un aspect particulier en Afrique du Nord et en Algérie.

La tendance à l'exploitation purement fiscale du pays se fit jour assez vite, et la population ne trouva pas les appuis naturels sur lesquels elle aurait pu compter. L'aristocratie romanisée constituée dans les provinces de l'Afrique du Nord fut bientôt plus romaine qu'africaine. Les grands domaines administrés par des intendants prirent une extension toujours plus considérable, les moyens et petits cultivateurs ne trouvant pas de crédit en cas de crise agricole et étant obligés de vendre leurs terres. L'exploitation par les intendants fut dirigée de manière à assurer non seulement les revenus du maître, souvent absent, mais encore l'enrichissement de son représentant.

L'affaiblissement du pouvoir central fut également très marqué. Le IV<sup>e</sup> siècle voit des indigènes alliés se proclamer indépendants, et les campagnes entreprises pour les réduire, dévastent le pays : des villes sont brûlées ou pillées, entre autres Icosium (Alger). Cette instabilité encourage et facilite les révoltes agraires et les soulèvements indigènes.

L'autorité des évêques parvint bien, pendant un certain temps, à maintenir un cadre d'apparence régulière et à remplacer en fait l'administration défaillante. Mais l'église d'Afrique ne resta pas longtemps unie. La querelle des *Traditeurs* (on appelait ainsi les personnes qui, lors de la persécution de Dioclétien, avaient livré les livres sacrés aux autorités civiles) se prolongea par celle des donatistes. Ceux-ci, condamnés dans plusieurs conciles, ne se soumièrent pas. A la fin du IV<sup>e</sup> siècle et au début du V<sup>e</sup>, saint Augustin lutte contre eux, obtient des lois extrêmement sévères et réduit l'hérésie. Il lutte en même temps contre les païens à qui s'appliquent aussi des édits rigoureux. L'orthodoxie finit par triompher ; mais le souvenir de ces dissensions avait ruiné l'unité morale.

L'Eglise toute-puissante négligea, on se l'explique, les précautions matérielles de défense, et notamment les précautions militaires. L'organisation ancienne des confins s'était altérée d'assez bonne heure. Dès le milieu du III<sup>e</sup> siècle, après les premiers soulèvements, la Légion Tertia Augusta avait été reconstituée. Mais les évêques n'étaient pas faits pour organiser des troupes et pour se mettre à leur tête : le service militaire, d'ailleurs battu en brèche pour des raisons doctrinales, tomba peu à peu en désuétude, l'impôt remplaçant la conscription, les citadins se jugeant à l'abri derrière leurs murailles.

Toutes ces circonstances provoquèrent en Algérie, un état-de choses voisin de l'anarchie, le banditisme se développant normalement à la faveur de l'instabilité. C'est dans cette situation que survient la première invasion, celle des Vandales.

Ces Germains venant d'Espagne abordèrent l'Algérie par l'Ouest. Il n'est pas impossible que ce fait leur ait donné des avantages militaires particuliers : le système de défense des provinces romaines (ou du moins ce qui en restait) était tout entier tourné vers le sud, du côté d'où pouvait venir antérieurement la menace principale, celle des nomades ; et nous avons fait nous-mêmes, en 1914, lors de la bataille des frontières, l'expérience de la tyrannie qu'exerce sur les esprits un système de défense stratégique traditionnel.

Les Vandales furent appelés en Afrique par le comte

Boniface qui s'était révoltés contre, Placidie, tutrice de l'Empereur Valentinien III. A leur tête Genséric s'empara de la Maurétanie, et, quand Boniface, sur les remontrances de saint Augustin, voulut l'arrêter, il était trop tard : en 430, l'Evêque d'Hippone, au moment de sa mort, était assiégré dans sa ville épiscopale.

Un essai de négociation aboutissant à reconnaître à Genséric la possession de ses conquêtes moyennant un tribut annuel et un serment de fidélité n'eut pas de lendemain. En 439, le chef vandale entra dans Carthage et s'y installait : une fois de plus l'attraction de la région orientale de l'Afrique du Nord se manifestait. En 455, au moment où il, prit Rome, avec des auxiliaires berbères (descendant des Numides, compagnons d'Hannibal, et des Africains qui avaient servi l'Empire romain jusqu'en Dacie), toute l'Afrique du Nord reconnaissait l'autorité de Genséric.

Les Vandales arrivés en petit nombre s'établirent en Tunisie. Pour administrer le reste du pays, ils laissèrent en place ce qui subsistait de l'ancienne organisation. Mais ils jetèrent aussi les bases d'un système nouveau, le vasselage. Des comtes germains furent chargés de missions d'inspection dans les provinces occidentales. L'autorité de l'Eglise fut ruinée : les Vandales étaient eux-mêmes des hérétiques chrétiens et suivaient la doctrine d'Arius. Ils mirent en vigueur contre les orthodoxes africains les lois que ceux-ci avaient appliquées aux donatistes.

Mais ils ne se souciaient guère d'administrer la contrée et d'y faire régner l'ordre.

Les Berbères des montagnes se jetèrent sur les villes pour satisfaire leur goût du pillage, Les Vandales de Tunisie, songèrent pas à arrêter les gens de l'Aurès, quand ils dévastèrent Lambèse, Bagai, Théveste, Timgad.

Les débris de la civilisation romaine semblaient à la veille de disparaître. Ils furent sauvés pour un siècle encore par l'intervention des Byzantins. Ceux-ci se considéraient comme les successeurs des empereurs de Rome et voulurent refaire l'unité de leur domaine.

L'Empereur Justinien envoya Bélisaire en Afrique (533) pour réduire les Vandales. Il battit leur roi Gélimer à Tricaméron. Les Byzantins arrivés par l'Est s'étendirent peu à peu vers l'Ouest, mais ne purent reconstituer l'ancienne unité romaine : l'Aurès, un moment occupé, leur échappa; ils réussirent à s'installer au Hodna et jusqu'à Sétif. Plus à l'ouest ils durent se contenter d'occuper quelques points : Rusguniæ Tipasa, Cæsarea, Cartennæ.

Du moins s'attachèrent-ils à rétablir l'ordre et la sécurité en construisant des remparts et des forteresses (comme celle de Madaure). Ce travail considérable fut accompli rapidement, les matériaux les plus divers étant employés dans la maçonnerie, et d'abord ceux qui provenaient des ruines déjà accumulées par les Vandales et les Berbères. A cette œuvre est attaché le nom de l'eunuque Solomon. Les Byzantins tachèrent de reprendre la politique de défense des Romains, en particulier l'institution des soldats-colons;



MADAURE. — Forteresse byzantine.

ils surent exploiter les divisions entre les tribus. Sans que le succès obtenu fût complet, un regain de prospérité s'affirma dans l'ordre généralement rétabli.

En dehors de la domination byzantine, il se constitua des états berbères. Ils sont mal connus, comme tout ce qui touche à cette période. On sait toutefois qu'il exista un royaume indigène à Tiaret; son existence est attestée par celle treize mausolées dynastiques, dont le plus élevé (Djedar) atteint quarante-cinq mètres de haut. Le christianisme se maintint dans certains de ces Etats, qui reconnaissaient peut-être la suprématie des Byzantins.

## DEUXIÈME PARTIE

---

### L'ALGÉRIE ET L'ISLAM

---

La première, grande invasion arabe se produit en Algérie à la fin du VII<sup>e</sup> siècle et l'islamisation commence dès le début du siècle suivant. Le flot musulman déferle sur toute l'Afrique du Nord, souvent à la suite d'appels qui en viennent. L'Algérie musulmane n'a pas d'existence propre. Elle se trouve influencée et dominée par des Etats qui se fondent soit à l'Ouest, soit à l'Est, soit en Espagne : Ommeyyades de Cordoue, Fatimides de Kairouan, Almoravides, Almohades.

La nomenclature géographique enregistre elle-même ce fait. Elle ne comporte que deux noms : l'Ifriqya et le Maghreb. Dans le premier, qui, désigne la Tunisie et la partie orientale de l'Algérie, on retrouve l'ancien nom de la province romaine d'Afrique. Le second désigne les pays d'occident, que l'on divise en Maghreb central (départements actuels d'Alger et d'Oran) et Maghreb extrême (Maroc).

Il se constitue cependant, à différentes époques, des royaumes algériens, en ce sens que leur territoire est situé dans les limites de l'Algérie actuelle ; mais ils sont très loin d'englober toute celle-ci. Leur existence est souvent menacée par les puissants voisins de l'Est et de l'Ouest.

Les invasions, puis les guerres, avec les mouvements de population et l'insécurité qu'elles entraînent, aboutissent un état d'instabilité qui provoque un affaiblissement indéniable du pays et une diminution de ses ressources.

Aussi, au XVI<sup>e</sup> siècle, quand la « Reconquista » espagnole met en péril les destinées africaines, les villes et les petits Etats algériens se trouvent incapables de lutter seuls contre les chrétiens. C'est ainsi qu'Alger appelle les frères Barbaresse. La domination turque, bien vite exécrée, amène entre l'élément berbère et l'élément arabe une fusion plus complète que par le passé.

## I

### L'Introduction de l'Islam en Algérie

Comme les Romains, les Arabes semblent avoir éprouvé quelque hésitation à pénétrer en Afrique du Nord. Omar, le second Khalife, le grand conquérant et organisateur musulman, vainqueur des Byzantins et des Persans, s'opposa jusqu'à sa mort (644) à ce que la Tripolitaine fût dépassée vers l'Ouest.

Sous son successeur, Othman, qui avait levé l'interdiction, le gouverneur de l'Égypte lança les premières reconnaissances contre l'Ifriqya. Elles se heurtèrent seulement aux Byzantins, les Berbères ne prenant pas part à la lutte, et aboutirent à la victoire des Arabes, près de Sufetula (647) : dans la bataille, le Patrice Grégoire fut tué ; mais les Arabes ne s'installèrent pas dans le pays.

Ils y revinrent dix-sept ans plus tard, appelés par le successeur du Patrice Grégoire en lutte avec un compétiteur. Ils n'atteignirent pas encore les régions algériennes d'aujourd'hui, pas plus qu'au cours de la troisième expédition dans laquelle Oqba ben Nafi se heurta pour la première fois à la résistance des Berbères : du moins le futur conquérant laissa-t-il une trace matérielle de son passage en fondant Kairouan.

Abou'l Mohajir, qui succéda à ce moment à Oqba dans la direction des opérations militaires en Afrique du Nord, trouva encore devant lui les Berbères appelés aux armes par l'un d'entre eux, Kossayla, qui se convertit à l'islamisme et apostasia plusieurs fois, et fut battu près de Tlemcen.

Peu après (681) se produisit à travers le Maghreb la grande chevauchée héroïque d'Oqba, rappelé au commandement par un nouveau Khalife. Les poètes et les chroniqueurs ont embelli cette glorieuse et légendaire expédition : elle mena Oqba, après plusieurs victoires sur les Berbères, à Ceuta, d'abord, que lui livra le gouverneur byzantin, puis jusqu'à l'Atlantique dans le Sous.

Pour rentrer à Kairouan, le conquérant divisa son armée en deux fractions. Kossayla, dont Oqba avait fait son prisonnier, réussit à recouvrer sa liberté. Il réunit les Berbères, les Byzantins, gagna les montagnards de l'Aurès. Tous se jetèrent sur Oqba, qui fut battu et tué à Tehouda (près de Biskra). Kossayla entra à Kairouan, d'où il fut chassé par une nouvelle armée arabe (688).

La bataille de Tehouda avait montré que Berbères et Byzantins unis pouvaient être redoutables. Il importait d'en finir au plus vite avec l'un de ces deux adversaires. Les Arabes s'attaquèrent d'abord aux Byzantins. En 697, Hassan ben en Noman, à la tête d'une armée importante, s'empare de Carthage ; les Byzantins de Constantinople sentent le danger et reprennent la ville. Succès sans lendemain : l'année suivante Carthage tombait de nouveau aux mains des Arabes. C'était la fin de la domination byzantine en Afrique du Nord.

Contre les Berbères, la lutte fut plus longue et plus difficile. Ses épisodes sont mal connus, et on se trouve surtout en présence de légendes. La plus célèbre est celle de la Kahina, prophétesse qui commandait aux tribus de l'Aurès ; elle est présentée comme juive ; ce qui est certain, c'est qu'elle n'était pas chrétienne ; elle adorait peut-être les anciens dieux que saint Augustin s'était efforcé de faire disparaître. Elle battit Hassan ; et, de tous les nobles Musulmans qu'elle captura, elle ne garda que le seul Khalid ben Yazid. La légende veut qu'elle ait eu deux fils, l'un berbère, l'autre grec : elle entendit faire de Khalid leur frère : on voit la valeur du symbole.

La Kahina ne se serait pas fait d'illusion sur la portée probable de son succès sur Hassan. Désespérant de le renouveler dans la bataille, elle résolut d'empêcher l'invasion en faisant le désert devant les Arabes ; elle ordonna des destructions systématiques dans les plaines environnant les villes. Il est vraisemblable que la légende a ici enjolivé de simples razzias exécutées par les montagnards de l'Aurès momentanément débarrassés de la menace arabe.

En tout cas, le procédé attribué à la Kahina n'eut aucun succès. Les dévastations ne firent que lui aliéner la population des villes : elles ne réussirent pas à arrêter la marche d'Hassan ben en Noman qui revint dans le pays et mit en complète déroute les Berbères soulevés par la Kahina.

Un certain nombre de conversions à l'Islam s'étaient déjà produites, comme le montre l'exemple de Kossayla, quand les Arabes, au début du VIII<sup>e</sup> siècle, entreprirent l'islamisation systématique des Berbères. Le prosélytisme arabe se manifestait en liant étroitement la religion et la guerre : il s'agissait, par la violence et la conquête, de propager la foi.

Les grandes expéditions militaires, comme celle qui mena d'un bout à l'autre de l'Afrique du Nord Mousa ben

Noçayr, comportaient la capture de nombreux prisonniers. Les populations avaient le choix entre la conversion et l'exil ou la mort. La conversion s'accompagnait en principe de l'acquisition des droits communs à tous les musulmans, notamment la dispense de la capitation (*jizya*) et de l'impôt foncier (*kharadj*). Ce procédé fut employé systématiquement à partir de 718.

Cependant, et l'exemple de Kossayla le montre encore, en dépit des avantages acquis aux nouveaux convertis, les conversions n'étaient pas toujours durables. Suivant un texte célèbre, les Berbères apostasièrent douze fois en 70 ans. C'est alors qu'intervint à leur profit l'application d'un autre principe de la guerre sainte : les territoires nouveaux, soumis par les armes, restaient la possession des conquérants. C'est ainsi que, mêlant la foi à l'intérêt, les Berbères furent lancés à la conquête de l'Espagne.

Ceux qui restèrent en Afrique du Nord, et en Algérie, furent contraints d'accepter la domination arabe, qui, outre la religion, comportait l'adoption de la langue du vainqueur. Ce nouveau changement linguistique fut admis sans plus de difficulté et dans les mêmes conditions que les changements antérieurs : les sédentaires et les gens des villes s'y plièrent aisément ; les montagnards des massifs difficiles à réduire continuèrent à parler leur langue. Néanmoins l'islamisation de l'Algérie connut des débuts rapides.

---

## II

### Le Royaume de Tahret (VIII<sup>e</sup> - IX<sup>e</sup> siècles)

Le royaume de Tahert est le premier Etat indépendant qui, se soit formé sur le territoire de l'Algérie musulmane. Sa constitution a trouvé en partie son origine dans un mouvement berbère dirigé contre l'occupant arabe. Mais elle ne représente rien qui puisse se comparer à une réaction contre l'Islam triomphant. Au contraire, son fondateur appartenait à une secte qui se piquait de rétablir l'islamisme dans toute sa pureté originelle.

Au début du VIII<sup>e</sup> siècle, à l'époque où l'Islam s'affermissait en Afrique du Nord, les causes de malentendus entre Arabes et Berbères étaient nombreuses. Ceux-ci

auraient accepté la domination de ceux-là si les nouveaux maîtres n'avaient ouvertement marqué leur dédain pour les populations conquises, dédain que ne compensaient pas des bienfaits matériels dus à l'administration du territoire.

La politique des gouverneurs qui régnaient sur les pays au nom des Khalifes ne paraît pas avoir été non plus très habile. La faute ne leur incombe peut-être pas personnellement, mais elle eut des conséquences graves. Pour mener la guerre sainte, l'Islam avait besoin d'argent. Ce besoin devint bientôt si pressant que, adoptant un expédient déjà utilisé ailleurs dans l'empire musulman, mais contraire aux règles normales de l'Islam, le représentant du Khalife décida que les nouveaux convertis auraient, même après leur conversion, à payer la capitation et l'impôt foncier.

Le mécontentement grandit vite et aboutit à l'assassinat du gouverneur Yazid, suivi de révoltes sur plusieurs points et pendant une période assez longue.

Les Arabes, en effet, étaient divisés entre eux. Le grand effort de Mahomet, on le sait, avait eu d'abord pour but de faire l'unité entre les différentes tribus. Maintenu dans la guerre sainte, pour elle et par elle, cette unité tendit rapidement à s'affaiblir. Les Arabes installés en Afrique du Nord n'avaient pas entièrement perdu le souvenir des haines qui avaient longtemps armé leurs tribus les unes contre les autres. L'installation des Khalifes à Bagdad, en éloignant le pouvoir central de l'Afrique du Nord, laissait le champ libre à ces dissensions intestines auxquelles les Berbères se trouvèrent mêlés.

Un mouvement populaire, pour être redoutable, doit avoir pour substrat une grande idée. Les exactions des gouverneurs n'auraient pas suffi sans l'influence du Karidjisme. Rappelons brièvement les origines de cette secte.

Ali, quatrième successeur du Prophète, dont il avait épousé la fille aînée Fatima, avait été élu par les gens de gens de Médine (656), ce qui lui valut l'inimitié des gens de la Mecque. Ceux-ci cherchèrent des appuis ; le principal adversaire d'Ali fut le gouverneur de Syrie, Moawya, de la famille des Ommeya, soutenu par la « Mère des fidèles », Aïcha, la femme favorite de Mahomet. La lutte entre Ali et Moawya enraya les conquêtes de l'Islam. Dans le camp même d'Ali, l'unité ne dura pas ; en face des gens de son parti (*Chia*), légitimistes ne voulant reconnaître le droit au Khalifa qu'à lui et à ses descendants parce qu'ils étaient du sang du Prophète, se dressèrent des musulmans qui entendaient rester fidèles aux principes fondamentaux de l'Islam démocratique et égalitaire, en par-



ticulier au principe de l'élection du Khalife, choisi seulement en vertu de ses qualités religieuses. Ceux-ci s'appelèrent les Kharidjites, « Ceux qui sortent sur le chemin de Dieu ».

Ali périt assassiné en 661, mais sa mort n'amena pas la fin du Kharidjisme. Loin de là. Les Kharidjites, bientôt divisés eux-mêmes en deux sectes, les Çofrites et les Abadhites, se livrèrent à une propagande intense dans toutes les parties de l'Empire musulman. Ils envoyèrent des émissaires qui prêchèrent non seulement la révolte contre le Khalife, mais l'observation rigoureuse de la doctrine. Leur attitude dans l'Islam a été comparée à celles des puritains dans le protestantisme.

Des émissaires Kharidjites vinrent en Afrique du Nord. Il y vint aussi de véritables colonies d'émigrés Kharidjites qui s'y établirent et continuèrent la propagande. Les Berbères ont toujours eu un sentiment développé de l'égalité, et le dédain des Arabes, ainsi que les mesures vexatoires des gouverneurs, les préparait à accueillir une doctrine qui, tout en flattant leurs sentiments intimes, tendait à rétablir les bases véritables de la religion. Leur mouvement fut un mouvement Kharidjite, au moins autant qu'une réaction nationale.

Aussi, quand une tribu du sud tunisien, les Ourfedjouma, se jeta sur Kairouan, elle eut l'appui des Çofrites. La ville prise, ceux-ci se rendirent intolérables par leurs actes. Pour en venir à bout, on fit appel à des Abadhites de Tripolitaine qui envoyèrent, pour rétablir l'ordre et gouverner le pays, le persan Ibn Rostem, un Kharidjite vivant parmi eux.

Mais les luttes provoquées par le Kharidjisme continuaient encore : les musulmans makélites d'Égypte constituèrent une armée destinée à extirper l'hérésie de l'Ifriqiya. Cette armée marcha d'abord sur Kairouan, d'où elle chassa Ibn Rostem (761). Le nouveau gouverneur, Ibn el Achath, poursuivit sa tâche et réussit assez vite à faire disparaître au moins en apparence, les Kharidjites de l'Ifriqiya. Un de ses successeurs voulut rétablir l'orthodoxie dans le Maghreb, mais, dans le Zab, il se trouva encerclé par les Kharidjites, dont il ne put empêcher une partie de venir assiéger Kairouan et même de l'occuper un certain temps.

Parmi les Kharidjites ligués contre lui se trouvait Ibn Rostem, qui, après sa fuite de Kairouan en 761, avait fondé, près de Tiaret, la ville de Tahert, et organisé dans la région un Etat indépendant.

Cet Etat, dont le fondateur avait entendu restaurer la doctrine primitive, était gouverné par un Imam, un « directeur

de la prière ». Son pouvoir est fondé uniquement sur ce titre, qui lui confère une autorité absolue, mais à condition que ses décisions soient toujours conformes au Coran et aux traditions. De ce fait, il est soumis à l'autorité morale, mais effective, de la caste religieuse locale, qui s'est peu à peu constituée, et à celle des autres communautés abadhites existant dans le monde musulman. En cas de dissentiment entre l'Imam et cette caste, dissentiment dont les conséquences peuvent être fort graves, puisqu'il s'agit toujours, étant donné la forme du gouvernement, d'une question intéressant la religion, on fait trancher la difficulté par une communauté de l'extérieur, par les Abadhites d'Orient.

A la vérité, le Principe plébiscitaire n'était pas entièrement respecté : les Imams de Tahert, élus conformément aux principes, appartenaient toujours à la même famille. Mais c'est, semble-t-il, la seule entorse donnée à la pure doctrine. La rigidité des mœurs dans l'Etat de Tahert fait l'étonnement d'une ambassade des Abadhites de Bassorah, qui se voit refuser des cadeaux précieux ; peut-être ne faut-il voir dans cette anecdote qu'une légende : elle serait une nouvelle preuve du fréquent désir des « hérétiques » de marquer la différence entre leur vie simple et le luxe déployé par les « orthodoxes » (en l'espèce les Aghlabides de Kairouan).

Cette simplicité de vie n'empêcha pas les gens de Tahert de s'adonner à l'étude des sciences religieuses ou profanes. Parmi celles-ci l'astronomie paraît avoir été particulièrement en honneur.

Elle n'empêcha pas non plus une vie commerciale et agricole assez développée. A côté des théologiens, des « laïcs » donnent à l'Etat une prospérité matérielle indéniabla. De par sa situation, Tahert est en relation avec les sédentaires du Nord comme avec les nomades du désert, et elle intervient fructueusement dans le trafic qui s'établit entre eux par son intermédiaire. Des Abadhites orientaux viennent s'y établir et y introduisent un certain luxe.

L'Etat de Tahert n'a pas laissé de traces matérielles de son existence. Il paraît cependant avoir vécu plus paisiblement que l'autre royaume de l'Algérie kharidjite, fondé à Tlemcen par Abou Qorra, et assez mal connu. Ni l'un ni l'autre, d'ailleurs, ne saurait être comparé aux puissants royaumes des Idrissides de Fez et des Aghlabides de Kairouan, qui donnèrent à l'Islam en Afrique du Nord un éclat incomparable au IX<sup>e</sup> siècle.

### III

#### L'État Hammadite (X<sup>e</sup> - XII<sup>e</sup> siècles)

Les hérésies jointes aux ambitions personnelles continuaient à ébranler l'Islam en le morcelant. Tahert, née du Kharidjisme, périt par le Chiisme.

La *Chia* légitimiste du quatrième Khalife, Ali, appelait au pouvoir ses descendants, les Fatimides. Les Chiites vivaient dans l'espoir d'un Mahdi et se livraient en sa faveur à une ardente propagande. Un de leurs émissaires, Abou Abdallah, crut discerner les instruments de Dieu dans les Kotamas, montagnards de la Petite Kabylie. De fait, ceux-ci réussirent à prendre Kairouan, Tahert (909) et à ramener à Kairouan un Mahdi Fatimide, alors prisonnier chez un prince kharidjite du Tafilalet.

Ce fut l'origine de nouvelles luttes. Les Algériens furent englobés dans la rivalité entre les Ommeyyades de Cordoue et les Fatimides de Kairouan, et se divisèrent pour suivre le parti de ceux-ci ou de ceux-là. Aux Kotamas Chiites se joignirent les Senhadja, sédentaires de l'actuel département d'Alger, s'étendant jusqu'au Hodna, qui se rallièrent aux Fatimides ; leur principal ennemi était le bloc des Zenata, nomades ayant leurs terrains de parcours plus à l'ouest et au sud, fidèles aux Ommeyyades. Les Senhadja, et au premier rang les Beni Ziri, l'emportèrent.

Les Beni Ziri s'occupèrent alors de faire régner la sécurité sur leur territoire. Ils y arrivèrent en bâtissant des forteresses, dont la principale, Achir, dans les Monts du Tittery, devint leur capitale.

Ils restèrent fidèles aux Fatimides et allèrent les soutenir en Ifriqya. Les nouveaux maîtres de Kairouan n'avaient pas tardé, pour subvenir aux besoins de la guerre, à lever des impôts non coraniques. D'où leur impopularité, qui trouvait un autre aliment dans le ressentiment des Kharidjites et des Malékites. Une révolte se produisit chez les Berbères, menée par Abou Yazid, l'homme à la chèvre, qui, ayant étudié à Tahert, rêvait de chasser les Fatimides et d'établir un régime théocratique. Il en résulta une crise grave qui dura de 943 à 947. Abou Yazid, marcha sur Kairouan, puis sur Mahdiya, port construit sur la côte tunisienne où se réfugièrent les Fatimides. Les Beni Ziri délivrèrent la ville, poursuivirent Abou Yazid, et le prirent dans les hauteurs dominant le Hodna.

Le projet des Fatimides était de répandre le Chiisme en Orient, et d'abord en Egypte. Après un premier échec, ils reprirent leur dessein. Pour assurer leur liberté de mouvement, ils confièrent l'Ifriqya à Bologguin, fils de Ziri. Tout en tenant leur place, celui-ci devait continuer la lutte contre les Zenata. Tâche écrasante, que son fils désespéra de mener à bien : à son tour, usant du même procédé que les Fatimides, il abandonna une partie de son territoire, le Maghreb central, à son oncle Hammad, avec mission de contenir les Zenata, lui-même s'installant à Kairouan.

Hammad ne tarda pas à vouloir se rendre indépendant. Il fonda dans les hauteurs du Hodna la Qala des Beni Ziri, qui, à l'origine simple forteresse, se développa et devint une véritable capitale. En 1017, après une guerre, le sultan de Kairouan dut reconnaître l'indépendance de l'Etat Hammadite.

La Qala, peuplée d'abord grâce à des déportations en masse, connut une grande prospérité. Cette prospérité, certaine et brillante, mais éphémère, lui vint en partie de ce qui devait causer sa ruine et celle de l'Algérie : l'invasion des Arabes hilaliens. Les Senhadja de Kairouan, dont les convictions chiites étaient devenues assez tièdes, n'avaient pas tardé à rompre avec le Fatimide d'Egypte. Occupé de ses projets orientaux, celui-ci lança contre eux les nomades hilaliens, alors cantonnés dans la Haute-Egypte. Le sultan de Kairouan les accueillit d'abord favorablement, mais ils ne tardèrent pas à être les maîtres. Les Beni Ziri durent abandonner Kairouan, pour se retirer, comme avant eux les Fatimides, à Mahdiya.

La ruine de Kairouan profita d'abord à la Qala. Hammadite. Un flot d'émigrés vint augmenter sa population. Il en arriva même d'Egypte et de Syrie, du Hedjaz, et de l'Irak. L'Emir En Nacir put ainsi faire de la Qala une capitale, avec des monuments très importants (Palais du Fanal, Palais de la Mer), aussi remarquables par leurs proportions architecturales, que par leur décoration.

Mais l'invasion hilalienne continuait : sans cesse de nouvelles tribus arrivaient, et les nomades poussaient de l'avant, détruisant tout sur leur passage : à leur tour, les Hammadites durent céder la place, ou tout au moins chercher un refuge sur la côte. En 1090, El Mançour se réfugia à Bougie. Il n'était pas, à vrai dire, complètement chassé de la Qala, et, pendant un certain temps, les Hammadites eurent deux capitales.

Ils firent de Bougie une ville florissante. Sous la pression des circonstances, ces terriens se tournent vers la mer.

Ils encouragent d'abord le commerce, particulièrement avec l'Orient. Des chantiers de construction bâtissent des galères rapides et des bâtiments de transport. Le commerce de Bougie s'étend avec l'Europe : ses souverains établissent des relations diplomatiques même avec le Pape. Mais, dans la Méditerranée, ils se rencontrent avec les Normands ; et leurs rapports avec eux ne tardent pas à devenir hostiles. Le vieil atavisme guerrier finit par reprendre le dessus : ils se livrent à la piraterie. Du moins, d'après les chroniques, la Bougie hammadite rappelait-elle les splendeurs de la Qala. Il n'en reste plus trace aujourd'hui.

La grandeur des deux villes hammadites, puis leur décadence, eurent pour cause directe, on le voit, l'invasion des Arabes hilaliens. Cette invasion représente le plus important apport de sang arabe dans l'Afrique du Nord. On a calculé qu'il est venu environ un million de ces nomades. La façon dont ils s'établirent dans le pays a eu plus d'influence que leur nombre.

Bien qu'agitée et déchirée encore par des guerres, l'Afrique du Nord, aux IX<sup>e</sup>, X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles, avait connu une civilisation sinon originale (les influences orientales sont très nettes), du moins assez développée et florissante : un dernier reflet de la prospérité romaine illustrait le pays. Avec les Hilaliens, le tableau change et s'assombrit. Parlant des Hilaliens, Ibn Khaldoun a écrit : « Tout pays, conquis par les Arabes est ruiné. » La future Tunisie, envahie la première, fut effectivement ruinée, et l'Algérie orientale eut le même sort.

Avant l'arrivée des Hilaliens, les souverains de l'Afrique du Nord semblent avoir éprouvé des difficultés toujours croissantes à recruter les guerriers nécessaires pour faire reconnaître leur autorité dans les pays qui leur étaient en principe soumis, et pour se défendre contre leurs voisins. Les nomades fournissaient des contingents tout disposés à se battre. Dans bien des cas, ils intervinrent donc à la demande des Berbères. Mais les Fatimides, en les lançant sur l'Ifriqiya, leur avaient concédé, suivant l'usage, la propriété des territoires qu'ils viendraient à conquérir. Par la suite, en se mettant au service de tel ou tel chef ou prince, les Hilaliens acquirent des avantages comparables à ceux des « tribus maghzen » des époques récentes : mariages entre les familles de leurs chefs et celles des roitelets secourus, surtout concessions de terres ou de revenus spéciaux, sous des formes variables, mais voisines des usages féodaux. Ces avantages ne purent leur être acquis qu'au détriment des populations anciennes. L'insécurité, l'instabilité revinrent plus que jamais à l'ordre

du jour : l'agriculture disparut, ainsi que le commerce normal.

L'invasion hilalienne ouvrit une période de désordres et de combats. Car, en même temps que la ruine de Kairouan, puis de la Qala, elle produisit un reflux des nomades Zenata, qui commença la dévastation. L'Ifriqiya ne s'en releva pas. Le Maghreb central ne connut plus d'Etat indépendant pendant de longues années. Le flambeau de la civilisation passa, avec la puissance politique, aux dynasties occidentales des Almoravides et des Almohades.

---

#### IV

#### Le Royaume de Tlemcen (XIV<sup>e</sup> - XV<sup>e</sup> siècles)

Les dynasties almoravide et almohade, qui ont brillé surtout en Espagne et au Maroc, et laissé des traces imposantes sur la terre algérienne, doivent, elles aussi, leur naissance à une idée religieuse.

Les futurs Almoravides, Senhadja nomades du désert, commencèrent par lutter contre les païens du Sahara. Ayant découvert, au cours d'un pèlerinage à la Mecque, qu'ils ne connaissaient pas suffisamment la doctrine de l'Islam, certains de leurs chefs demandèrent un réformateur, qui fut Ibn Yasin. Celui-ci instaura un système comprenant, d'une part, la soumission à l'élément religieux, d'autre part, la vie dans des casernes (*ribat*, d'où le nom de *morabitoun* et, par corruption, almoravides) et un dévouement absolu au triomphe de l'Islam.

Ils se développèrent d'abord au Maroc, combattant les Zenata Maghraoua alors maîtres de Fez. Dans la seconde moitié du XI<sup>e</sup> siècle, Ibn Tachfin, d'ailleurs très soumis à l'élément religieux, se rendit maître de Tlemcen, puis d'Oran, de Ténès, de l'Ouarensenis et finalement d'Alger (1082). Appelé en Espagne deux ans plus tard par le sultan de Séville, il réduisit les Espagnols à l'impuissance au bout de quatre expéditions, mais il resta dans le pays et prit la place des princes qui l'avaient appelé.

La brillante civilisation des Almoravides resta fidèle à ses origines sur un point au moins, le sentiment religieux très développé. Ibn Tachfin lui-même fit construire des mosquées notamment à Nedroma et à Alger. Son succes-

seur créa la grande mosquée de Tlemcen, que le temps a respecté presque entièrement, et amorça le développement de la ville.

Les Almoravides étaient malékites, ce qui provoqua la réaction des Almohades. Leur premier chef, le Berbère Ibn Toumert, jeta les bases de son système à Tinnel, dans les chaînes occidentales de l'Atlas marocain (entre Marrakech et Taroudant). Il entendait organiser le monde musulman d'après les principes largement interprétés du Coran et de la tradition. Une des caractéristiques est l'emploi du berbère comme langue religieuse.

L'empreinte religieuse primitive persista chez les Almohades ; mais elle fut par la suite une cause de difficultés intérieures : les cheikhs dépositaires de la pensée d'Ibn Toumert s'opposèrent au chef militaire et politique. Ces difficultés n'empêchèrent cependant pas le premier successeur d'Ibn Toumert, Abd el Moumin, de fonder l'empire des Almohades.

En peu d'années, tout en combattant au Maroc et en Espagne, Abd el Moumin se rendit maître du Maghreb central. Appelé d'abord par un clan Zenata (les Ouamamou) en lutte contre le gouverneur almoravide, il battit celui-ci près de Tlemcen et occupa Oran (1145). Sept ans plus tard il s'empara de Bougie, les Hammadites n'ayant pu tenir la campagne et leur armée ayant pris la fuite à la simple vue de son avant-garde. Au retour, il fut attaqué par les Hiliens qui, malgré leur supériorité numérique, se dispersèrent au matin du quatrième jour de bataille. En 1158 une nouvelle campagne donnait l'Ifriqya à Abd el Moumin.

L'Algérie reçut une véritable organisation administrative. Divisée en deux provinces ayant pour villes principales l'une Bougie et l'autre Tlemcen, elle fut soumise au système financier des Almohades. Pour subvenir aux besoins de la guerre, ceux-ci ne purent se contenter des impôts coraniques et du butin : ils perçurent l'impôt foncier (kharadj) et organisèrent à cet effet un système d'arpentage. Le maintien de l'autorité était confié à des tribus, qui, suivant l'usage implanté dans le pays, eurent les charges et les avantages des tribus maghzen. Ce furent les Zenata Beni Abd el Ouad à Tlemcen, une tribu arabe à Bougie.

On connaît la fortune des Almohades en Espagne et au Maroc. L'Algérie fut quelque peu laissée de côté : l'empire était trop vaste. Dès 1184, les deux frères Ali et Yahya Beni Ghaniya, apparentés aux anciens émirs almoravides, entreprirent la lutte dans la région de Bougie. Après avoir pillé la Berbérie, ils se jetèrent sur Tunis, et, quand ils en furent

chassés, continuèrent à ravager notamment la vallée du Chélif, la région d'Alger, le Sahel, et les environs de Bougie. La disparition des frères Beni Ghaniya ne ramena pas le calme en Algérie : les faiblesses de l'empire almohade subsistaient. Elles aboutirent à la division de l'Afrique du Nord. Suivant l'expédient ordinaire, les Almohades commencèrent par confier l'Ifriqya, avec pleins pouvoirs, aux Beni Hafç, descendants d'un des compagnons d'Ibn Toumert, qui se proclamèrent indépendants dans Tunis. Leur Etat engloba sur le territoire algérien Bougie et Constantine. Au Maroc se constitua le royaume des Beni Merin (Zenata nomades du désert). Entre les deux, les Beni Abd el Ouad de Tlemcen cherchèrent eux aussi à assurer leur indépendance.

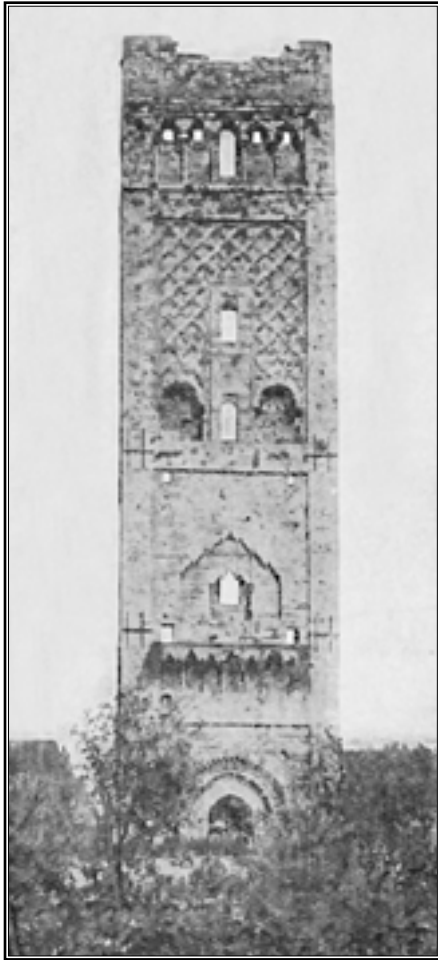
Le royaume de Tlemcen mena une existence agitée entre ses deux voisins qui, l'un et l'autre, revendiquaient son territoire en souvenir de la puissance almohade. De plus, l'émir de Tlemcen et le souverain mérinide du Maroc sont tous deux des Zenata : ils ont hérité de vieilles querelles datant de l'époque où les ancêtres vivaient au désert.

Yaghmorasan Ben Zaïan, le premier émir de Tlemcen, est vassal des Mérinides. Il est attaqué par les Beni Hafç, qui envoient une armée sous Tlemcen. En même temps il est menacé par le Marocain. Toute son existence et celle de ses successeurs va se passer à contenir le voisin de l'ouest et à chercher l'extension du territoire vers l'est, vers le Chélif et Bougie. Programme tellement difficile qu'il pousse les descendants de Yaghmorasan aux expédients politiques les plus surprenants : l'un d'eux va jusqu'à conclure une alliance avec le roi musulman de Grenade et avec le roi chrétien de Castille, acceptant le rôle ingrat d'écarter les Mérinides de l'Espagne par des diversions sur leur frontière orientale.

A ce jeu, les descendants de Yaghmorasan ne connaissent guère l'indépendance. Ils sont parfois vassaux du Mérinide ou du Hafçide, parfois même chassés de leur domaine; leur ville est fréquemment assiégée; leur palais est une forteresse : le Méchouar. A ces sièges souvent prolongés, Tlemcen gagne d'être agrandie. Les Marocains installent leur camp aux environs, et ce camp devient une ville, Tlemcen-la-Neuve, Mançourah. Les deux souverains rivalisent de luxe chacun pour sa ville.

Il se présente parfois des chances favorables. La grande chevauchée d'Abd el Moumin, fondateur de la dynastie almohade, a laissé des souvenirs chez les Mérinides du

Maroc : en 1347, l'un d'eux, Aboul Hassan, se lance sur les tracés glorieuses du successeur d'Ibn Toumert et rêve de soumettre toute l'Afrique du Nord. Il atteint effectivement



Minaret de Mançoura.

l'Ifriqya, mais il est battu près de Kairouan (1348). Le prétendant Beni Abd el Ouad rentre à Tlemcen. Aussitôt il reprend la politique traditionnelle d'hostilités à l'ouest et à l'est, et ne réussit pas mieux que ses prédécesseurs.

Ce n'est qu'un exemple. La vie du royaume de Tlemcen n'est politiquement qu'une succession de coups d'Etat, de fortunes subites et de revers soudains. Les prétendants de tout ordre se disputent la ville, pour le plus grand profit des Hilaliens, qui restent toujours les hommes de main et se trouvent être les instruments ordinaires et les principaux bénéficiaires des restaurations successives.

Malgré toutes ces traverses, Tlemcen trouva le moyen de devenir une cité commerciale et industrielle florissante, en même temps qu'un centre d'études très

contre des chevaux. Son industrie était limitée aux tissus, mais ces tissus étaient réputés. Les bourgeois de la ville étaient riches et le trésor du souverain participait à cette richesse. Les fêtes égayaient le Méchouar. Les monuments ornaient la ville. Il en reste des traces, moins nombreuses que celles qu'ont laissées les Mérinides à Mançourah, mais suffisantes pour donner une idée de l'art tlemcenien, fortement influencé, d'ailleurs, par l'art andalou. Les médersas de Tlemcen abritaient de nombreux étudiants, dont les études théologiques étaient teintées de mysticisme : le plus fameux de ces ascètes, Sidi Mou Medyen, a sa sépulture tout près de la ville, à El Eubbad.

## V

### La Domination Turque

L'éclat d'une ville comme Tlemcen ne saurait pallier l'état de faiblesse dans lequel des luttes perpétuelles avaient mis l'Algérie. Cet état devint manifeste quand les Espagnols, ayant chassé les musulmans de leur pays, entreprirent de les poursuivre sur la terre africaine.

Dans les premières années du XVI<sup>e</sup> siècle, les Espagnols occupent Mers el Kébir (1505), Oran (1509). Bougie (1510) et obligent les villes de la côte à envoyer en Espagne des émissaires qui se soumettent au tribut. C'est le cas de Ténès, de Mostaganem, de Cherchell, de Dellys. Alger, ville alors autonome, se laisse même imposer l'humiliation d'une garnison sur l'îlot (alors séparé de la terre ferme) sur lequel s'élève le Peñon et où s'installe une garnison espagnole.

Si précaire que fût la vie de cette garnison, suspendue aux relations par mer avec la métropole, les Algérois étaient incapables de la chasser. La puissance turque, qui s'était élevée sur les ruines de la dynastie abasside, s'étendait alors sur la péninsule balkanique, l'Asie occidentale, l'Egypte. Cependant les Algérois ne s'adressèrent pas à elle pour obtenir des secours. Ils demandèrent ceux des frères Barberousse.

Ces quatre frères, dont deux seulement, Arroudj et Khayr ed Din, appartiennent à l'histoire, étaient des aventuriers. Fils d'un potier de Metelin (Mytilène), ils devaient

leur richesse et leur renommée à la piraterie, qu'ils avaient exercée d'abord, avec des alternatives de succès et de revers, en Méditerranée orientale, puis, avec un plein succès, en Méditerranée occidentale.



BARBEROUSSE.

L'aîné, Arroudj, fut appelé d'abord par un prince de la dynastie hafside, pour reconquérir Bougie. Il échoua une première fois en 1512 et une seconde fois peu après. Mais

l'époque était favorable aux aventuriers. Arroudj fit triompher un prétendant en Kabylie, et, avec les 5.000 hommes que lui fournit son obligé, et qui vinrent renforcer ses compagnons, il entra dans Cherchell, puis dans Alger.

Là se posait toujours la question du Peñon. Arroudj, n'ayant pu la résoudre immédiatement, fut menacé par une grave révolte, qu'il mata énergiquement. Les Espagnols envoyèrent une nouvelle expédition qui échoua complètement. Mais l'événement avait montré les hésitations du sultan de Ténès, et du Beni Abd el Ouad de Tlemcen : après avoir soumis dans sa marche Médéa et Miliana, Arroudj les battit l'un et l'autre, et s'installa à leur place. Il fut assiégé sans succès par les Espagnols dans Tlemcen et mourut. Mais son domaine était singulièrement étendu.

Khayr ed Din Barberousse, son frère, qu'il avait laissé dans Alger, consolida définitivement sa puissance par un acte politique adroit et par la prise du Peñon. Il se reconnut le vassal de la Porte, qui lui envoya 2.000 janissaires et permit à 4.000 volontaires turcs de le rejoindre. Quant au Peñon, après l'avoir enlevé, il réunit l'îlot à la terre ferme par une digue, donnant ainsi à Alger un port étroit mais sûr. Il quitta Alger pour aller mourir à Constantinople (1546). Il avait désigné comme son successeur Hassan Agha, avec le titre de beylerbey (émir des émirs)

Toute la puissance d'Alger à sa belle époque reposait sur la milice des janissaires, toute sa richesse sur les corsaires. Ces conditions suffirent à expliquer que le gouvernement n'ait jamais pu être fort. La guerre sainte, qui était son principe le plus ferme, ne fut qu'un prétexte à des exactions : à l'extérieur par la course ; à l'intérieur par une administration purement fiscale. Le jour où la décadence de la course et de la milice des janissaires fit disparaître le prétexte même, l'Alger turque ne put plus se maintenir et son pouvoir ne fut plus considéré que comme de l'oppression.

Le moyen de gouvernement de Barberousse et des beylerbeys ses successeurs était la milice (odjaq) des janissaires. C'était une troupe turbulente et bien recrutée à l'origine ; tous les grades étaient acquis à l'ancienneté, y compris celui du chef suprême (Agha), qui ne restait en fonction que deux mois. La plupart des janissaires vivaient dans les casernes ; ils ne se livraient à aucun exercice militaire, leur emploi du temps étant réglé par années (un an en garnison, un an en colonnes pour aider à la collecte de l'impôt, un an de repos). Ils étaient administrés par un

divan, et leurs chefs réussirent à s'introduire dans le grand divan, conseil administratif du beylerbey, avec voix consultative d'abord, puis en prenant une part grandissante au gouvernement.

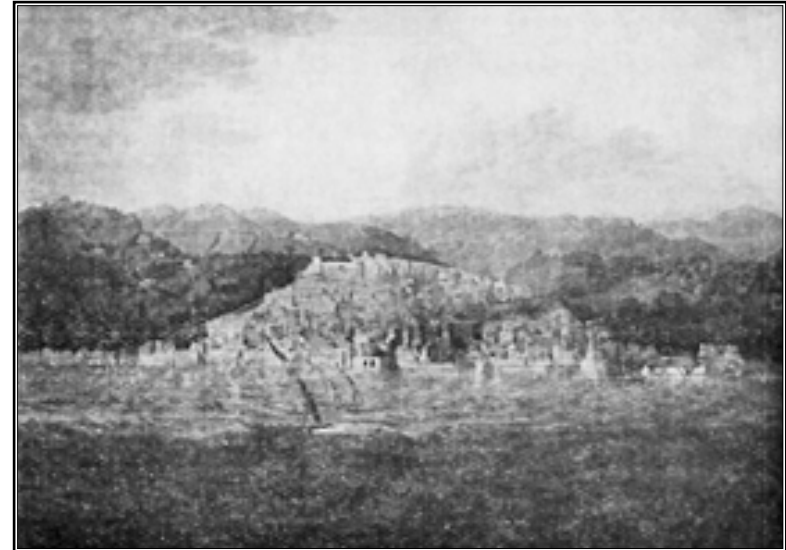
Barberousse lui-même avait eu à se défendre contre leurs empiètements. Ses successeurs, dont le pouvoir était accru par le fait même de leur éloignement de Constantinople et par l'autorité qu'ils avaient à titre de beylerbeys d'Afrique sur les pachas de Tunisie et de Tripoli, furent dans le même cas. L'un d'eux imagina de former une garde indigène qui fût mieux dans sa main. Ce fait donna lieu au dernier acte effectif de souveraineté de Constantinople, qui, en 1587, remplaça le beylerbey par un pacha nommé pour trois ans, et n'ayant plus autorité sur ses collègues de Tunis et de Tripoli.

A cette époque, la course était florissante, et, encouragée par les pachas, qui y trouvaient un bénéfice personnel en même temps que celui du trésor et de la ville, elle prenait une extension toujours croissante. Dès le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, ce fait avait inquiété l'Espagne. Mais la grande expédition de Charles-Quint en 1541, contrariée par la mer, se termina en désastre, et une nouvelle tentative en 1567 n'eut pas un meilleur sort. Le renom d'invincibilité d'Alger commença à s'établir, encore favorisé par la politique française, conciliante et pacifique à l'égard des Musulmans. Cette politique ne fut pas sans résultats locaux : un consul installé par Henri III obtenait des « concessions » (droit d'établissement dans certains ports) et des privilèges (pêche du corail).

Mais les Algériens ne restèrent pas fidèles aux conventions. Les Provençaux, exposés à leurs coups, se défendaient, et leur politique particulière ne correspondait pas à la politique royale. L'instabilité des musulmans et les fluctuations des puissances européennes permirent à la course de devenir vers 1620 un véritable fléau. L'Europe n'arrivait pas à une action concertée : en 1622, les Anglais bombardèrent Alger ; mais, vers la même époque, un Français, Sanson Napollon, fut sur le point d'obtenir par des négociations l'établissement de relations acceptables entre son pays et Alger. Rien n'y fit, et, vers 1650, on comptait dans Alger environ 30.000 captifs chrétiens enlevés par les Corsaires. Un nouveau bombardement anglais en 1655 restait sans effet.

Alger s'enrichissait. Cette richesse même devait faire sa ruine. La corporation des patrons corsaires, sur qui reposait

cette prospérité, était en rivalité avec les janissaires ; rivalité armée qui dégénérait en émeutes fréquentes. En 1659, la milice l'emporta, et le pacha, réduit à un rôle purement honorifique, fut remplacé en fait, à la tête du gouvernement par l'Agha, chef des janissaires. Caricature de gouvernement : les pouvoirs de l'Agha ne duraient théoriquement que deux mois ; dans la pratique, c'était encore pire : tous furent successivement assassinés. La faction



Alger au XVIII<sup>e</sup> siècle.

des patrons corsaires l'emporta en 1671 et confia le gouvernement à un dey (oncle) nommé à vie : les quatre premiers furent des marins.

Mais le beau temps était passé. Ces révolutions affaiblissaient Alger. De plus, sans qu'une action concertée des puissances européennes se produisît, Français et Anglais bombardèrent la ville, ceux-ci en 1672, ceux-là en 1683 sous Duquesne, puis en 1688, sous d'Estrées. Chacune de ces opérations en elle-même n'obtenait pas le résultat décisif ; dans l'ensemble, et combinées avec des croisières fréquentes, elles arrivèrent à diminuer notablement l'importance de la course. Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, le nombre des captifs dans Alger tombait à 2.000.

En même temps, le recrutement des Corsaires, comme

celui des janissaires, se faisait plus difficile. Les éléments nouveaux étaient médiocres. Dans cette décadence générale la milice conserva son importance avec sa turbulence; la moitié des Deys furent assassinés, les janissaires, comme les prétoriens de la fin de l'Empire romain, cherchant à percevoir le plus souvent possible le don de joyeux avènement.

A ce régime incroyable, Alger ne pouvait retrouver sa splendeur. Une tentative de débarquement espagnol échouait encore dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle ; les petites puissances comme Naples, la Suède, le Danemark, la Hollande, se soumettaient bien à l'humiliation d'acheter la sécurité de leurs vaisseaux ; mais les grandes assuraient par la force celle des leurs.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, il ne restait plus dans Alger que 1.200 captifs, dont, en 1816, la plus grande partie dut être libérée à la suite d'une démarche énergique de lord Exmouth exigeant, au nom des puissances, abolition de l'esclavage.

Le gouvernement du Dey subsista, tel qu'il avait été organisé en principe en 1671, jusqu'en 1830. Les pouvoirs du Dey désigné par la milice sont absolus, et, en fait, il est indépendant de Constantinople, qui lui envoie tous les deux ou trois ans un caftan d'honneur. Il est assisté de son « divan » comprenant les cinq « puissances » ou ministres.

L'organisation des provinces de la régence paraît rationnelle en principe. Le territoire est réparti entre la province Alger, dépendant directement du Dey, et les trois beyliks de l'Ouest (Oran, après la reprise sur les Espagnols en 1792), du Tittery (Médéa), et de l'Est (Constantine). Chaque beylik est subdivisé en outan à la tête desquels se trouve un Caïd turc et qui comprennent des douars, dirigés par les Cheikhs et groupés en tribus. Désignés par le Dey, les beys sont à peu près indépendants ; pour se faire obéir, ils disposent, suivant l'antique usage en Afrique du Nord, de tribus privilégiées qui, en échange des services qu'elles rendent, sont exemptes des impôts non coraniques, auxquelles restent soumises les autres. Des colonnes de janissaires, en cas de besoin, participent à la perception des contributions.

Dans la pratique cette organisation ne donne pas grand' chose. L'autorité du Dey est bafouée jusque dans la Mitidja. Il n'est même pas en sécurité dans Alger, et, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, il doit abandonner son palais situé dans la principale rue, pour se réfugier à la Casbah. En Kabylie, seule une politique adroite fondée sur une parfaite connaissance

des rivalités locales permet aux Turcs de se maintenir. En dépit des procédés brutaux qui sont employés (les janissaires et les tribus Maghzen « mangent » les tribus récalcitrantes), l'argent rentre mal ; comme la course ne donne plus, le trésor s'appauvrit et ne vit que grâce aux emprunts consentis par des négociants-banquiers comme les Bacri et les Busnach : de là des compromissions d'où naîtra, en somme, l'expédition française de 1830.

L'administration turque ne répara pas les dégâts causés en Algérie par l'invasion hilalienne et les luttes incessantes qui suivirent ; la prospérité, puis la décadence d'Alger ne touchèrent en rien Berbères et Arabes. Seulement, la commune oppression atténua les divergences entre les deux races et provoqua une fusion, en certains cas, assez intime. Mais, en dépit d'un gouvernement réputé unique (et en fait divisé), il ne se constitua pas une âme algérienne. Ce qui subsista, ce fut l'islamisme. Toute prospérité, toute civilisation vivante, a disparu. Il ne reste que des aspirations religieuses mal définies, incapables de produire une évolution vers le progrès, mais douées d'une considérable force de résistance. Les anciens cadres locaux ont disparu, au profit de la classe religieuse des Marabouts.



## TROISIÈME PARTIE

# L'ALGÉRIE ET LA FRANCE

### I

#### L'expédition de 1830

La cause profonde de l'expédition française contre Alger en 1830 est l'impossibilité, dans l'Europe moderne, de tolérer longtemps la situation extravagante créée en Méditerranée par les agissements de la Régence. La menace perpétuelle qu'ils faisaient peser sur le trafic était insupportable. La flotte anglaise, envoyée en 1816 devant Alger, sous le commandement de lord Exmouth, n'avait pas obtenu un résultat durable. En dépit de la suppression officiellement promise de l'esclavage, le Dey maintenait en fait ses prétentions : au début de 1824, trois vaisseaux espagnols avaient été capturés par les Algériens et les équipages condamnés aux travaux publics. Au mois, de mars, le capitaine de vaisseau français du Buisson obtint leur libération, mais la question n'était pas réglée pour cela. Elle devait l'être fatalement, par une puissance ou par l'autre, dans un avenir prochain.

L'occasion est bien connue. Les Bacri et les Busnach, juifs algériens qui avaient le monopole des grandes affaires dans la Régence, avaient fait à la Première République des fournitures de grains qui n'étaient pas encore réglées en 1815. Le gouvernement de la Restauration comprit cette créance dans la liquidation générale qu'il avait entreprise : un accord de 1819 en fixa le montant à 7 millions de francs.

En 1827, la somme n'était pas encore recouvrée. Des créanciers de Bacri s'étaient révélés et mettaient opposition aux paiements. Les tribunaux étaient saisis, à charge

d'examiner le bien fondé de leurs réclamations. D'où la lenteur extrême. Mais, de son côté, le Dey d'Alger était aussi créancier de Bacri, et il insistait avec la plus grande véhémence pour que son débiteur fût enfin payé. C'était au Consul de France à Alger, Deval, à lui faire prendre patience. L'affaire finit mal. Après une lettre à notre



HUSSEIN PACHA, d'après Fernel.

Ministre, des Affaires étrangères, le Dey Hussein passa de la menace aux actes. Le domicile de notre agent consulaire à Bône fut violé, des bâtiments français furent visités par des Algériens dans les eaux de la Corse, et des bâtiments sous pavillon pontifical capturés. Enfin, le 30 avril 1827, au cours d'une audience, le Dey, hors de lui, frappa trois fois Deval de son chasse-mouches et le congédia.

Réaction française immédiate et conforme à la tradition :

une escadre se présenta devant Alger et son chef exigea excuses et réparations. Hussein refusa tout : Notre Consul et nos résidents s'embarquèrent. Les côtes furent déclarées par la France en état de blocus. Hussein répliqua en ordonnant la destruction du comptoir français établi à la Calle. Le résultat était, lui aussi, conforme à la tradition.

Il devint évident que la flotte à elle seule ne pourrait amener la décision.

Le ministre de la Guerre, Clermont-Tonnerre, se rendit à l'évidence et proposa au Conseil des Ministres une expédition militaire, un débarquement (11 octobre 1827) : il se heurta à l'opposition du Président du Conseil Villèle, et à celle du Dauphin. Le Cabinet suivant (Martignac) se contenta de maintenir le blocus et chercha à reprendre les tractations. C'était encourager la résistance du Dey, déjà poussé dans cette voie par le Consul d'Angleterre.

Un peu plus de deux ans après le « coup d'éventail », en juillet 1829, le Dey poussa l'audace jusqu'à faire canonner, malgré le pavillon parlementaire, la *Provence* à bord de laquelle se trouvait le capitaine de vaisseau de la Bretonnière, reçu la veille en l'audience sans résultat. Hussein rejeta bien la responsabilité de la canonnade sur son ministre de la Marine. Mais la destitution de ce haut fonctionnaire n'était pas une satisfaction suffisante pour la France.

Polignac, qui venait de succéder à Martignac, ne parut pas, d'abord, plus décidé que son prédécesseur à entamer une guerre en Afrique. Sur la proposition de notre Consul au Caire, Drovetti, il pensa à une alliance avec Méhémet-Ali, le vice-roi d'Egypte, qui se présentait comme le plus entreprenant des héritiers éventuels de la Porte. Cette idée rentrait dans le plan général de liquidation de l'Empire ottoman que caressait Polignac. Celui-ci était sur le point d'admettre les conditions singulièrement décevantes posées par Méhémet-Ali : il trouva une vive résistance chez ses collègues, notamment chez le ministre de la Marine, le baron d'Haussez, qui convainquit le roi Charles X de l'impossibilité, entre autres choses, de céder au vice-roi d'Egypte, comme il le demandait, quatre bâtiments de la flotte de guerre française. Au reste, l'attitude de la Russie et de la Prusse rendit bientôt caduc le grand projet du ministre des Maires étrangères.

Les circonstances ne laissaient plus d'autre issue que l'action militaire, le débarquement. Il fut décidé, en conseil des Ministres, le 31 janvier 1830 et publiquement annoncé le 3 mars suivant.

L'objet essentiel de l'expédition était de venger l'insulte faite au pavillon français. Certaines réserves contenues dans les instructions données au général de Bourmont, commandant en chef, portaient que celui-ci devait s'abstenir, dans ses relations avec la population et les chefs, de quoi que ce fût qui pût engager l'avenir. Mais, en dehors de la soumission complète, d'ailleurs improbable, ou de l'éviction définitive du Dey d'Alger et de l'administration turque, rien n'était expressément prévu : l'idée directrice semble avoir été de prendre pied à Alger et sur certains points de la côte; il n'y a pas trace d'intentions « colonisatrices ».

Au reste, dans ses circulaires aux puissances, Polignac affirmait au nom du Roi de France que, si le gouvernement du Dey venait à disparaître, une conférence internationale réglerait le sort de la Régence. L'intérêt général de l'Europe était évidemment que le nid de pirates fût détruit, et les grandes puissances se contentèrent des assurances données.

Toutes, sauf une, l'Angleterre. Le Cabinet de Saint-James, à plusieurs reprises, demanda des explications supplémentaires et avant tout l'engagement formel que nous ne resterions pas à Alger. C'était là évidemment sa crainte, car il voyait dans notre installation éventuelle sur la côte nord de l'Afrique une menace grave pour sa prépondérance maritime, affirmée jusqu'en Méditerranée.

Son Consul à Alger prodiguait les encouragements au Dey Hussein. Déjà, en 1824, Du Buisson, en arrivant devant Alger, avait essuyé un coup de canon d'un navire britannique. Le sang-froid et la fermeté du commandant de l'*Hermione* avaient évité un incident grave.

Le gouvernement français ne se laissa pas intimider. Le baron d'Haussez eut, à la fin d'avril, avec lord Stuart, ambassadeur de la Cour de Londres à Paris, une conversation parfaitement nette. Le prince de Polignac affirmait une énergie et une décision égales.

\*  
\* \*

La situation politique intérieure en France était infiniment moins favorable.

Le ministère Polignac (« Coblenze, Waterloo, 1815 ») était considéré, dès ses débuts, comme un ministère de coup d'Etat. La personnalité du ministre de la Guerre, le général-comte de Bourmont, était particulièrement discutée. A la première nouvelle d'une expédition contre Alger,

l'opposition se déchaîna dans la presse, dans des brochures ; perdant de vue, comme il arrive souvent, l'intérêt national, pour s'en tenir à l'intérêt de parti, elle divulgua des renseignements relatifs à l'opération, et ce fut un grief que releva Polignac dans son rapport précédant les ordonnances de Juillet.

Ces divulgations ne furent pas nuisibles. Remarquons-le cependant : première entreprise africaine de la France au XIX<sup>e</sup> siècle, l'expédition d'Alger connu, comme toutes celles qui l'ont suivie, l'hostilité peu éclairée d'une partie de l'opinion dans la Métropole. Il n'est pas certain, d'ailleurs, que le gouvernement n'ait pas espéré trouver dans la victoire un moyen de faire admettre plus facilement sa politique intérieure.

La préparation de l'entreprise fut assurée par le général de Bourmont, d'abord comme ministre de la Guerre, puis, après le 11 avril, comme commandant en chef. Le souvenir de 1815 ne le gêna pas plus en 1830 qu'il ne l'avait gêné pendant la campagne d'Espagne (1824) dans l'exercice de son commandement. L'expédition. provoqua un grand enthousiasme dans l'armée.

Le rappel de 11.000 hommes en congé d'un an se fit sans difficulté. Il fut formé un corps expéditionnaire fort de 37.612 hommes. L'infanterie était répartie en trois divisions : la 1<sup>re</sup> division Berthezène (brigades Poret de Morvan, Achard et Clouet), la 2<sup>e</sup>, division Loverdo (brigades Damrémont, Monck d'Uzer et Colomb d'Arcine), la 3<sup>e</sup>, division du duc des Cars (brigades Bertier, Hurel et de Montlivault). La cavalerie était constituée par un régiment de chasseurs d'Afrique formé de deux escadrons du 17<sup>e</sup> et d'un du 13<sup>e</sup> chasseurs. L'artillerie, commandée par Lahitte, comprenait 5 batteries de campagne et 10 batteries de siège, avec 2.300 artilleurs. Le génie (Valazé), fort de 1.300 hommes, comprenait deux compagnies de mineurs, six de sapeurs et un demi-train du génie. Les fonctions de chef d'état-major étaient remplies par le lieutenant-général Desprez, celles de sous-chef par le maréchal de camp Tholozé. L'intendance, dirigée par l'intendant-général Denniée, opéra par voie d'achats à la commission, dont fut chargée la maison Sieillière de Marseille.

Aussi bien en ce qui concerne la concentration des troupes que les services, la préparation fut très minutieusement menée. Des effets spéciaux furent distribués, le service de santé organisé d'une façon remarquable pour l'époque. Les 25 jours de vivre de débarquement, que Bourmont avaient jugés nécessaires, furent l'objet de soins

particuliers et toutes les précautions firent prises pour qu'ils parvinssent aux troupes en parfait état.

La flotte chargée du transport était constituée par 103 bâtiments de guerre (1.872 canons) et 347 navires de commerce. La flotte de guerre était répartie en trois escadres : escadre de bataille transportant la 2<sup>e</sup> division et comprenant le bâtiment amiral, La *Provence* ; escadre de débarquement, transportant la 1<sup>re</sup> division et l'artillerie de campagne ; escadre de réserve, transportant la 1<sup>re</sup> brigade de la 2<sup>e</sup> division. Le reste de l'armée était transporté par le convoi (bâtiments de commerce). Une flottille de 195 embarcations (escadrille de débarquement) devait amener les troupes à terre ; un dispositif spécial permettait, en cas de besoin, de se servir de l'artillerie embarquée sur les chaloupes ou chalands.

Il n'y avait, dans l'organisation, qu'un point faible. C'était malheureusement un point important. La flotte, commandée par l'amiral Duperré, devait, en vertu des instructions du gouvernement, coopérer avec l'armée pour la réussite de l'œuvre commune. Les instructions remises à Duperré établissaient en fait sa subordination par rapport à Bourmont, mais non d'une façon explicite. Seule une instruction spéciale et secrète, remise à Bourmont, avec ordre de ne s'en servir qu'en cas de nécessité absolue, lui donnait le commandement de l'ensemble.

Cette situation n'étant pas officiellement proclamée, un certain nombre de difficultés se produisirent dans le voyage. Les navires français étaient encore des navires à voile, moins aisés à manier que des bateaux à vapeur ; de ce chef, les « nécessités techniques » prenaient une valeur particulière. Les marins semblaient professer une méfiance spéciale à l'endroit des opérations de débarquement. Tradition, peut-être, comme le montrent les opérations de la guerre d'Amérique. En tout cas, l'amiral Roussin, à qui l'on avait songé d'abord pour prendre le commandement, avait déclaré qu'on ne trouverait pas un officier pour l'exercer, et l'amiral Duperré avait demandé l'ajournement à 1831. Les jeunes, officiers de marine, notamment Dupetit-Thouars, étaient d'un avis différent. Mais il y avait là une cause de difficultés et de malentendus.

\*  
\* \*

Le Dey d'Alger était réduit à ses seules forces. Il n'avait rien à attendre de la Turquie, dont la suzeraineté était purement nominale. Et même, quand le général Guilleminot, notre ambassadeur à Constantinople, avait demandé.

à la Porte d'intervenir pour mettre Hussein à la raison, on lui avait laissé clairement entendre qu'on ne pouvait rien. A la dernière minute, cependant, un envoyé de la Porte, Mohammed Taher, se présenta en « pacificateur et conciliateur » à Toulon : c'était la veille du départ de l'expédition; il ne put rien obtenir ; l'impuissance de Constantinople était démontrée.

De quelles ressources disposait le Dey ?

Pratiquement la flotte algérienne n'existait plus. Mais la ville était bien défendue sur le front de mer par une artillerie puissante. La situation était moins brillante sur le front de terre où un seul ouvrage était la clé de la position (le Fort l'Empereur, Sultan-Khalessi).

Les forces de terre paraissaient plus sérieuses. Elles, comprenaient la milice turque (15 à 20.000 hommes au total), les Coulouglis (descendants de Turcs et de femmes indigènes), un certain nombre de tribus maghzen dévouées aux Turcs. En fait, lors du débarquement, les troupes françaises eurent à faire à 5.000 janissaires, 5.000 Coulouglis, 10.000 Maures algériens, 30.000 Arabes des beyliks du Tittery, d'Oran et de Constantine, commandés par l'Agha Ibrahim.

La principale défense d'Alger était encore, dans l'opinion générale, bien plus que dans celle des militaires et des marins français, le renom d'invincibilité que lui avaient valu les retentissants échecs des Européens dans le passé, celui de Charles-Quint au XVI<sup>e</sup> siècle, celui d'O'Reilly au XVII<sup>e</sup>.

Ce renom bien établi semble avoir été la raison qui amena les Anglais à se contenter de protester sans agir. Le duc de Wellington, déclarait à la Princesse de Lieven : « Les Français sont fous, un revers effroyable les attend sur la côte d'Algérie. »

\*  
\* \*

Le plan d'opération définitif du général de Bourmont était fondé sur une appréciation exacte de la situation et des possibilités stratégiques, due aux reconnaissances déjà faites, entre autres celles du commandant Boutin sous le Premier Empire. Attaquer directement Alger par mer, tenter de débarquer à proximité immédiate, eût été une folie. Il fallait débarquer à quelque distance, de façon à attaquer par terre : c'est ce qui eut lieu en effet.

Les embarquements de l'armée avaient commencé à Toulon le 11 mai : ils étaient achevés le 17. L'escadrille

de débarquement partit pour Palma. Mais, attendant des vents favorables, l'amiral Duperré laissa la flotte au mouillage une longue semaine, ce qui imposa aux troupes des fatigues sérieuses.

Le 25 mai, enfin, la flotte mit à la voile. Elle arriva en vue d'Alger le 31. Bien qu'il eût, deux jours plus tôt, envoyé l'ordre à l'escadrille de quitter Palma et de rallier l'armée navale, Duperré estima que les éléments étaient contraires. La houle lui parut de nature à empêcher les opérations de débarquement. Bourmont ne jugea pas le moment venu de faire état de son instruction spéciale et admit que la flotte se dirigeât sur Palma.

Elle séjourna sur rade jusqu'au 10 juin, tandis que les Turcs cherchaient à accroître leurs forces en appelant aux armes toute la population de la Régence, en essayant d'entraîner le bey de Tunis, qui ne se prononça pas contre nous, et le bey de Tripoli, qui parla de faire prêcher la guerre sainte dans les mosquées.

Enfin, le 10 juin, la flotte quitta Palma. En vue d'Alger quelque hésitation se marqua à nouveau. Cette fois Bourmont fut énergique et insista pour débarquer.

Le point choisi était la baie de Sidi-Ferruch, à 25 kilomètres à l'Ouest d'Alger. Cette baie présentait une plage de sable d'abord facile, bordée de batteries de défense et flanquée au Nord-Est par la péninsule de Torretta Chica, portant une tour carrée et un fortin.

Le 14 juin, à 4 heures du matin, l'opération, qui avait été plusieurs fois répétée à Toulon avant le départ, commença. En une heure, toute la 1<sup>re</sup> division eut débarqué et fut suivie de la seconde. Bourmont prit terre à 6 heures 1/2 et ordonna d'enlever les batteries. Celles-ci, prises sous le feu de l'artillerie navale dès le début de l'opération, tombèrent aux mains de la brigade Poret de Morvan (3<sup>e</sup> de ligne 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> légers) à 11 heures.

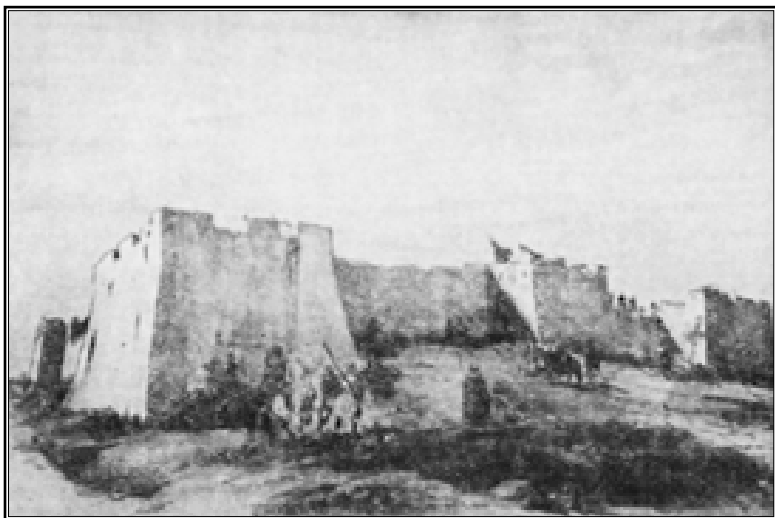
En fin de Journée, les troupes françaises, qui avaient pris 13 canons et 2 mortiers, occupaient une position en arc de cercle englobant la plage et la presqu'île. L'ennemi n'avait réagi que tardivement par d'infructueuses charges de cavalerie. Le génie commença la construction d'un camp retranché.

Bien qu'il eût hâte d'arriver au but, Bourmont était obligé d'être prudent. Le moindre échec pouvait être fatal et il fallait attendre le convoi laissé à Palma et transportant le matériel de siège. Il n'arriva que le 28 (Bourmont

s'était plaint de cette lenteur dans une lettre au ministre de la Marine). Aussi les premiers bonds en avant eurent-ils lieu sous forme de contre-attaques.

La première fut effectuée le 19 juin et nous mena au plateau de Staouéli.

Les troupes de l'Agha Ibrahim avaient exécuté le 15 quelques attaques du genre de celles de la veille, mais sans plus de succès. Le 19, à la pointe du jour, elles attaquèrent sur tout le front. A l'extrême gauche de notre ligne, les assaillants marquèrent quelques progrès et mirent un moment en péril la brigade Clouet. Les combattants étant mêlés, les canons de la flotte ne pouvaient intervenir.



Fort l'Empereur.

C'est alors qu'une brillante contre-attaque de la brigade Cobomb d'Arcine (23<sup>e</sup> et 29<sup>e</sup> de ligne), général en tête, rétablit la situation et chasse l'assaillant. Une contre-offensive d'ensemble, assez mal menée, finit par entraîner toute la ligne : les gens d'Ibrahim sont ramenés, la baïonnette aux reins, à leur camp de Staouéli, qu'ils évacuent en hâte pour se reformer plus loin.

L'avance était de quatre kilomètres. Nos pertes se montaient à 44 tués et 473 blessés. Si le corps expéditionnaire avait été en possession de son matériel, il aurait pu poursuivre sans désespérer jusque sous Alger.

Le retard du convoi obligeait toujours à la prudence, dont l'inconvénient était d'encourager l'ennemi qui y voyait de la timidité, sinon de la peur. Le 24 juin, il attaqua de nouveau : nos troupes le refoulèrent et, progressant de huit kilomètres vers l'est, s'arrêtèrent à Sidi Khalef. Un seul officier fut blessé mortellement : c'était un des quatre fils de Bourmont qui prenaient part à l'expédition.

Ce nouvel arrêt, survenu pour la même cause que le premier, encouragea encore l'ennemi. L'Agha Ibrahim avait été remplacé à la tête des troupes par le bey du Tittery, Mustapha Bou Mezrag, qui passait pour plus énergique. Les 25, 26, 27 et 28 juin se passèrent en attaques incessantes contre nos nouvelles positions encore insuffisamment assises sur le terrain. Il devenait urgent d'en finir.

Le 28, le général de Lahitte annonça que son matériel était débarqué et disponible. Bourmont fixa au lendemain l'attaque décisive.

L'exécution fut rendue difficile et pénible par suite d'une erreur de direction due au brouillard. Cependant nos troupes occupèrent les hauteurs de la Bouzaréa ; en fin de journée, elles étaient à portée de canon de la Casbah et devant le Fort l'Empereur, que le troupière, plein de souvenirs récents, appelait déjà le Fort Napoléon.

La mise en place des batteries commença aussitôt et fut achevée le 3 juillet au soir. Ce même jour, comme déjà l'avant-veille, la flotte bombardait la ville, sans grand succès, semble-t-il.

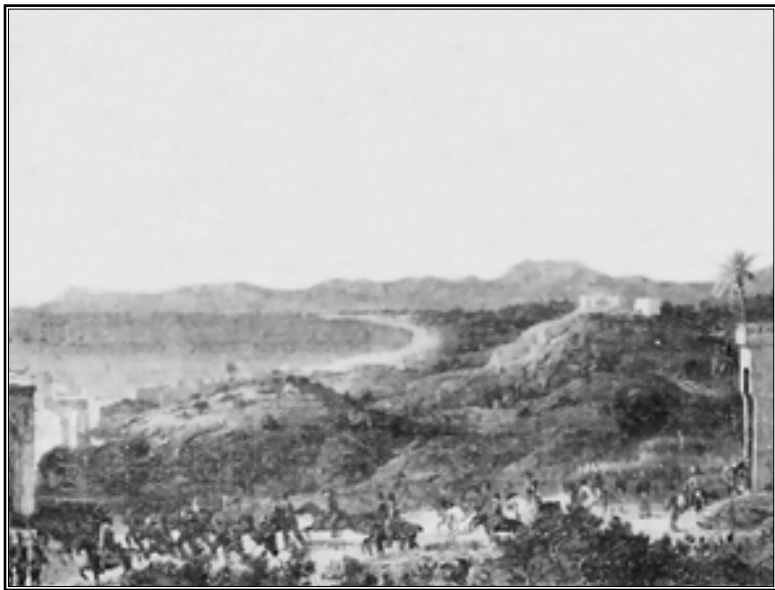
Avant la fin de la nuit du 3 au 4, les Turcs exécutèrent une attaque sur une de nos batteries. Ils furent aisément repoussés, et à 4 heures, le bombardement commença. A 700 mètres, il fut rapidement efficace, bien que la garnison (800 Turcs, 1.200 Maures et Coulouglis) entretint son feu pendant trois heures. A 8 heures, la forteresse cessa de répondre. Le bombardement continua. A 10 heures, au moment où l'ordre allait être donné de battre en brèche, une formidable explosion se produisit, détruisant la tour centrale et crevant le front nord-ouest. Les occupants s'étaient repliés sur la ville et avaient fait sauter le magasin à poudre. Trois compagnies du 25<sup>e</sup> de ligne se précipitèrent dans le fort.

Les batteries turques furent immédiatement retournées contre la ville, et les travaux d'approche vers la Casbah

entamés. Au début de l'après-midi, un secrétaire du Dey se présentait au Fort l'Empereur pour entrer en négociation. Celle-ci fut menée rapidement, deux essais d'intervention du Consul britannique étant écartés. Le lendemain 5 juillet, le Dey acceptait la capitulation, stipulant : 1° la remise aux Français des forts et de la Casbah ; 2° le respect des richesses personnelles du Dey et la faculté pour lui et les siens de se retirer où bon lui semblerait ; 3° les mêmes avantages pour les miliciens turcs ; 4° le libre exercice de la religion musulmane pour les indigènes, ainsi que le « respect de leur liberté, de leurs propriétés, de leur commerce, de leur industrie, de leurs femmes ».

Le jour même, les troupes françaises occupaient les forts et la Casbah.

Le nombre total des tués du corps expéditionnaire depuis le débarquement s'élevait à 415. Le 15 juillet, le Dey Hussein s'embarquait pour Naples. Les Janissaires furent transportés en Asie Mineure. Le régime turc avait cessé d'exister à Alger.



Entrée de l'armée française à Alger, 3 juillet 1830.  
(D'après une estampe de l'époque.)

## II

### Jusqu'à l'établissement du Gouverneur Général (Août 1830 - Juillet 1834)

Les premiers temps de l'occupation française furent marqués par le manque de continuité de vues que traduit matériellement la succession rapide d'un grand nombre de commandants en chef.

Les conditions de la capitulation imposée au Dey ont été souvent considérées comme une preuve de faiblesse de la part de Bourmont. Il s'était cependant conformé à ses instructions et, jusqu'au moment où les événements survenus dans la Métropole l'obligèrent à quitter son commandement, il en poursuivit l'exécution.

Le premier point était d'assurer l'administration de la ville d'Alger. Le général Tholozé fut nommé commandant de la place et l'interprète d'Aubignosc, lieutenant-général de police. Il fut formé une commission administrative comprenant l'intendant-général Denniée, le payeur-général Firino, le consul Deval (neveu de celui de 1827)

Bourmont s'occupa ensuite de prendre pied sur d'autres points du littoral. Une première reconnaissance était effectuée dans la Mitidja, jusqu'au Cap Matifou, le 6 juillet. Le 26, Bône fit sa soumission, puis Bougie, et un nouveau caïd fut proclamé au nom de la France. Le 27, les troupes françaises débarquèrent à Mers-el-Kébir, et des négociations étaient entamées avec le bey d'Oran.

Qu'aurait pu obtenir Bourmont ? Il est difficile de le dire.

Ses instructions spécifiaient que la population « ne supportait qu'avec impatience la domination violente et arbitraire de quelques milliers de Turcs ». Il devait chercher à « attirer à lui » les chefs de tribus et les gens de l'intérieur et promettre « à tous les habitants de les délivrer de l'oppression ». Lui-même, dans son ordre du jour du 10 mai, à la veille de l'embarquement, traduisait le même état d'esprit en disant :

*« Terribles dans le combat, soyez justes et humains après la victoire : votre intérêt le commande autant que le devoir. Trop longtemps opprimé par une milice cruelle et*

*avide, l'Arabe verra en nous des libérateurs. Il implorera notre alliance. Rassuré par votre bonne foi, il apportera dans nos camps les produits de son sol. »*

Il y avait là les principes d'une politique qui ne fut pas exécutée systématiquement, mais suivie sans vues d'ensemble sous la pression des circonstances.

Avant la fin de juillet 1830, celles-ci avaient montré à Bourmont que l'application était quelque peu hasardeuse. Au lendemain de la prise d'Alger, il crut aux bonnes dispositions du bey du Tittery, Mustapha Bou Mezrag, et lui donna l'investiture de la France. Le 23 juillet, Bourmont se rendit à Blida, mais le lendemain, il fut attaqué sur la route du retour. Et dès lors Mustapha prit une attitude hostile et menaçante.

Bourmont, nommé Maréchal de France le 24 juillet, apprit les nouvelles de la capitale officieusement le 10 août et officiellement peu après. Il jugea nécessaire de concentrer ses forces sous Alger, ce qui amena, entre autres choses, l'arrêt des négociations avec le bey d'Oran. Sur l'ordre du nouveau ministre de la Guerre, le général Gérard, il fit prendre, sans incident, le drapeau tricolore par ses troupes (17 août).

Le général Clauzel fut désigné le 12 août pour le remplacer. Bourmont lui passa le commandement et s'embarqua le 3 septembre pour Mahon où il attendrait la suite des événements : l'amiral Duperré lui avait refusé un bâtiment de l'Etat (alors qu'il en avait accordé un au Dey Hussein) ; du moins le général Clauzel fit-il rendre les honneurs au brick autrichien qui l'emporta.

\*  
\* \*

Le nouveau commandant en chef se trouvait dans une situation délicate. Pour des raisons de politique intérieure et extérieure, le gouvernement de Louis-Philippe n'était rien moins que décidé à une politique de conquête. Dans ces conditions, le général Clauzel arrêta la ligne de conduite suivante : occupation effective des points importants de la côte, occupation de toute la Régence d'Alger en confiant l'administration du pays à des chefs musulmans vassaux.

La liquidation de l'autorité turque fut poursuivie. Mais il fallait se hâter. Car, si, comme on le verra plus loin, Clauzel pensait à utiliser les Tunisiens, avec qui la France entretenait de bonnes relations, l'autre prétendant à la

domination de l'Algérie, le Sultan du Maroc cherchait aussi à reprendre la traditionnelle politique d'extension vers l'est. Sa première tentative fut l'occasion de l'entrée en scène de Mahi ed Din et de son fils Abd el Kader.

On a vu l'importance grandissante prise dans l'Algérie turque par le mouvement maraboutique. Un de ses représentants les plus vénérés dans la province d'Oran au moment du débarquement des troupes françaises à Alger était Madi et Din. Celui-ci avait eu de sa seconde femme, Zohra, un fils, Abd el Kader, en qui certaines prophéties faisaient voir le futur Mahdi qui délivrerait les musulmans. Né en 1808, Abd el Kader était venu en 1822 poursuivre ses études à Oran. Là, il avait senti grandir sa haine du Turc dont le peu de respect pour les préceptes coraniques l'avait choqué, en même temps que les exactions de la milice. Les prophéties relatives à Abd el Kader inquiétèrent le bey d'Oran, Hassan. Peu après son retour à la Zaouïa paternelle et son mariage, Abd el Kader fut impliqué avec son père dans des poursuites consécutives à une attaque contre Mascara. Détenus quelque temps à Oran, le père et le fils purent enfin aller en pèlerinage à La Mecque. Ils en revinrent au début de 1829.

Après le débarquement des Français, le sultan du Maroc, Abd er Rahman envoya un gouverneur à Tlemcen. Le bey Hassan protesta et chercha du secours auprès des populations indigènes : il demanda notamment l'appui de Mahi ed Din, dont l'influence était considérable. Sur le conseil d'Abd el Kader, Mahi ed Din refusa.

A ce moment, le général Clauzel renforça la garnison de Mers-el-Kébir par la brigade Damrémont, dont une fraction occupa Oran le 4 janvier 1831. Hassan se retira à Alexandrie, puis à La Mecque. Le commandant en chef français négociait avec Tunis. Notre consul dans la Régence, Mathieu de Lesseps, avait entretenu les bonnes dispositions du bey pour la France. Clauzel résolut d'en profiter. Le 4 février, il installa le prince Achmet comme bey d'Oran. Il songeait à établir un autre prince tunisien à Constantine.

En même temps, il agissait dans le Tittery, occupait Médéa, où il installait un bey dévoué à la France et une garnison française.

Mais Paris hésitait. Les effectifs furent réduits, Clauzel fut rappelé et remplacé par le général Berthezène (que Bourmont avait désigné pour son successeur éventuel au gouvernement de la Restauration). Celui-ci resta en fonction jusqu'en décembre 1831. Il fut remplacé à son tour par

le duc de Rovigo (Savary), qui lui-même, en avril 1833, céda la place au général Voirol. Ces changements continuels empêchèrent l'action méthodique et à larges vues qui eût été nécessaire.

Dans la province d'Oran, le Tunisien Achmet n'avait pu se maintenir : il évacua Oran à la fin d'avril 1831. Le sultan du Maroc en profita immédiatement. Avec l'aide de deux chefs des tribus Douairs et Smela, qui, après avoir développé une savante propagande, lancèrent leurs cavaliers en avant, des représentants d'Abd er Rahman furent installés à Médéa (que les Français avaient dû abandonner) et à Miliana. Un Marocain, Bel Amri occupa Mascara. A Tlemcen, le premier gouverneur marocain avait échoué complètement. Mahi ed Din, appelé en médiateur, prit le titre de Khalifa du Sultan du Maroc, la garnison turque se maintenant toujours au Méchouar comme dans la citadelle de Mostaganem.

Il importait de mettre un terme à l'action du Maroc. Un bataillon de renfort débarqua à Oran le 17 août. Le mois suivant, un chef énergique, le général Pierre Boyer, fit rentrer dans leurs tribus les cavaliers Douairs et Smela. Une démonstration navale devant Tanger (novembre 1831), l'envoi d'une ambassade à Meknès (mars 1832) amenèrent Abd er Rahman à renoncer à ses prétentions. Ses représentants, y compris Mahi ed Din, abandonnèrent les pouvoirs qu'ils s'étaient arrogés. Par la suite, les Français occupèrent Arzeu et Mostaganem.

Dans les autres parties de l'Algérie, il n'y avait pas d'amélioration sensible. Sous Savary, et après un échec en 1831, Bône fut prise par Yusuf et d'Armandy en mars 1832, et Bougie en octobre 1833. Mais l'intérieur du pays était livré à une complète anarchie, les rivalités entre les tribus, entre les descendants des Marabouts et les chefs de guerre, entretenant le désordre.

Il restait encore en fonction un bey turc, Ahmed, à Constantine. En juillet 1830, Bourmont avait songé un moment à lui donner l'investiture de la France. Mais Ahmed pensait pouvoir s'assurer l'indépendance et restait maître de la plus grande partie de son beylik, où il croyait difficile, sinon impossible, une campagne des troupes françaises. Il songeait même à s'étendre vers l'ouest et jetait ses regards vers le Tittery.

C'est cependant encore dans la province d'Oran que les événements retenaient le plus l'attention. Les villes ou nous tenions garnison étaient en fait bloquées. Mahi ed Din avait groupé autour de lui, cette fois en son nom

et non pas comme Khalifa d'Abd et Rahman, tous ceux des indigènes qui voulaient lutter contre nous.

Au mois d'avril 1832, il avait été proclamé chef de la guerre sainte au cours d'une réunion tenue par les principaux chefs de la région de Mascara. Dès le 17, il avait attaqué une reconnaissance française, à peu de distance d'Oran, et, le 1<sup>er</sup> mai, sommé la garnison de se rendre. Il lança alors l'appel à la guerre sainte et attaqua Oran le 3 mai. Dans ce combat, Abd el Kader fut sur le point d'être pris. Mahi ed Din renouvela l'attaque le 4 Le 6, douze mille guerriers des tribus étaient réunis, mais ils se dispersèrent pour la fête de l'Aïd-el-Kébir (11 mai).

Le blocus d'Oran était maintenu. Cependant les premiers essais de politique indigène s'ébauchaient dans la région. Les Français étaient entrés en conversation avec les Douairs et les Sméla ; mais une grave erreur avait été commise par le général Boyer qui avait répondu négativement à une démarche des cheikhs des anciennes tribus maghzen demandant qu'un bey fût choisi parmi les principaux Turcs restés au Méchouar de Tlemcen.

De son côté, Mahi ed Din ne réussissait pas à faire l'unité autour de lui. Ses échecs devant Oran, renouvelés les 31 août, 19 septembre, 23 octobre, 10 novembre, lassaient ses partisans. Il dispersa ses contingents en leur donnant rendez-vous au mois de mai 1833.

L'étoile d'Abd el Kader, qui s'était distingué dans tous les combats, se levait à l'horizon. Le 21 novembre, il était proclamé sultan dans la plaine d'Eghris, et le 25 il faisait son entrée dans Mascara. Il n'accepta d'ailleurs que le titre d'émir, qu'il transforma par la suite en celui d'Emir el Mouminin (commandeur des croyants).

Le général Boyer à Oran ne s'émut pas : le nouvel émir n'était reconnu, en dehors de sa propre tribu, les Hachem, que par les Beni Amer et les Gharaba ; il lui fallait chercher à consolider ses pouvoirs, à organiser une sorte de gouvernement, de façon à se procurer les ressources nécessaires pour la guerre sainte. La France allait lui en fournir les moyens, partie sans le vouloir, partie de propos délibéré

En avril 1833, la suite d'un dissentiment avec le duc de Rovigo, commandant en chef, le général Boyer, qui venait d'enlever Arzeu, quitta Oran, où il fut remplacé par le général Desmichels. Celui-ci déploya d'abord de l'énergie et occupa Mostaganem. La ville, attaquée par



Abd et Kader, pendant que Desmichels était allé razzier les Smela passés à l'Emir, tint bon. Les Smela abandonnèrent Abd el Kader qui dut rentrer à Mascara.

Les garnisons françaises pouvaient vivre grâce aux relations qu'elles entretenaient avec les tribus du voisinage. Mais, moyennant une active propagande, et à la suite de quelques actes de violence Abd el Kader réussit à les isoler. Le moment semblait venu d'essayer d'entrer en conversation : Abd el Kader sentait la nécessité d'organiser ses forces avant de reprendre la lutte ; Desmichels, s'inspirant des conceptions de Clauzel, croyait discerner en Abd el Kader des qualités capables de faire de lui le chef indigène qui pacifierait l'intérieur, et des sentiments qui lui permettraient d'accepter la suprématie de la France.

Abd el Kader, chef de la guerre sainte, ne pouvait faire le premier pas pour entrer en conversation avec les infidèles. Desmichels accepta de le faire : il demanda la libération de quatre soldats faits prisonniers dans une embuscade par des hommes de l'émir. La négociation se noua par l'intermédiaire d'un Busnach d'Oran. Elle aboutit au traité du 26 février 1834, dit traité Desmichels, après avoir été marquée par des incidents militaires qui, brillants pour les Français, leur étaient en fait nuisibles dans l'esprit des indigènes, parce qu'ils regagnaient leurs bases après chaque engagement.

Ce premier accord avec Abd el Kader ouvrait la porte à de nouvelles contestations. Les textes arabe et français ne concordaient pas. En outre, le traité du 26 février avait été précédé, le 4 du même mois, d'un échange de notes qui, aux yeux de Desmichels, étaient de simples préliminaires révisés par le traité lui-même, tandis qu'Abd el Kader les considérait comme des parties constitutives du traité ayant même valeur que le texte du 26.

Les stipulations du traité tendaient à représenter Abd el Kader comme un souverain indépendant traitant d'égal à égal avec les Français. C'était lui donner, aux yeux des indigènes, une autorité et un prestige qu'il n'avait pu acquérir lui-même. Cet avantage était complété par d'autres, matériels ceux-là : existence de représentants de l'émir (appelés dans le texte arabe « consuls ») à Oran, Mostaganem et Arzeu ; liberté du commerce, mais, en fait, monopole du commerce des grains en faveur d'Abd el Kader (imitation évidente du procédé employé par Méhémet-Ali pour enrichir son trésor).

La conclusion du traité Desmichels constitue une faute

incontestable. Et la responsabilité en retombe tout entière sur son auteur. En effet, le général Desmichels rendit compte correctement des premiers pourparlers ; mais il signa le traité du 26 février sans attendre les instructions qu'il avait cependant demandées. Ces instructions, datées du 29, étaient infiniment plus raisonnables : elles comportaient la reconnaissance par Abd el Kader de la souveraineté française avec serment de foi et hommage, et tribut annuel. Conditions évidemment moins dangereuses mais encore peu réalistes... car Abd el Kader ne les eût jamais acceptées. C'est ce que montreront le traité de la Tafna et ses suites.

Quelques Français commençaient cependant à comprendre. C'est ainsi que le commandant en chef, le général Voirol, repoussa les avances d'Abd el Kader qui s'offrait à ramener l'ordre et le calme dans la province d'Alger. C'est ainsi que le gouvernement de Paris lui-même tenait bon dans l'entreprise commencée, sans d'ailleurs en mesurer toute l'étendue.

L'opinion s'était émue en France des difficultés rencontrées. Certains, en s'hypnotisant sur ces difficultés, d'autres en invoquant des principes se prononçaient contre le maintien de l'occupation d'Alger : les deux tendances se retrouveront par la suite dans toute notre histoire coloniale au XIX<sup>e</sup> siècle. Heureusement, d'autres hommes, les La Rochefoucauld, les Pelet de la Lozère, les de Laborde, les Clauzel, faisaient valoir les avantages d'ordre économique et militaire que nous assurerait la persévérance.

Le gouvernement accepta l'idée d'une vaste enquête menée sur place, mise en avant par un adversaire de l'occupation, Hippolyte Passy. Une « commission d'Afrique », composée de parlementaires et d'officiers, se rendit en Algérie et y séjourna de septembre à novembre 1833. Elle conclut à la nécessité de rester à Alger, non qu'elle fût bien profondément convaincue des avantages d'avenir que l'occupation assurerait au pays, mais pour la sauvegarde de l'honneur national : la question n'était plus entière, nous étions engagés ; l'entreprise n'aurait peut-être pas été à recommander ; mais on ne pouvait pas reculer.

Une commission supérieure, chargée de reviser les travaux de la commission d'Afrique, conclut dans le même sens, et d'une façon plus catégorique : l'intérêt de la France concordait avec son honneur pour imposer le maintien de l'occupation. Celui-ci fut décidé. Une ordonnance

royale cru 22 Juillet 1834 créa le gouvernement général de l'Algérie, désignée sous le nom de « possessions françaises dans le nord de l'Afrique ». Le premier gouverneur général fut Drouet d'Erlon, qui prit possession de son poste en septembre 1834.

### III

#### **Les débuts du Gouvernement général La Macta — La Sikkak — Le traité de la Tafna La Prise de Constantine**

L'institution du gouvernement général était une preuve de volonté. Mais cette volonté était encore peu éclairée. On tenait par-dessus tout à éviter des dépenses et on en restait aux illusions du début : occupation de quelques points de la côte avec une banlieue suffisante pour permettre aux garnisons et aux citoyens de se ravitailler tout en assurant leur sécurité. Pour le reste, on se flattait d'entretenir des relations acceptables avec les chefs du pays, on espérait même les amener à reconnaître la souveraineté de la France. Mais c'était tout. Programme évidemment inspiré par des souvenirs historiques, mais qui négligeait le fait important survenu depuis le temps des Romains : l'islamisation de l'Afrique du Nord. Qui négligeait aussi l'étendue et la vigueur des ambitions personnelles des deux principaux chefs de l'intérieur : le bey Ahmed à Constantine, l'Emir Abd el Kader en Oranie.

Le pouvoir du second paraissait singulièrement précaire, mais l'énergie de l'homme devait suffire à le consolider.

Sa tâche n'était pas facile. Ses ascendances maraboutiques, qui l'avaient d'abord servi, suscitaient contre lui les jalousies des familles qui fournissaient traditionnellement des chefs, et des chefs militaires. Abd el Kader avait comme rivaux et comme ennemis : El Ghomari, Cheikh des Angad, Mustapha ben Ismaël, des Douairs et Smela, Kaddour ben Mokhfi, des Bordjia, Sidi Larbi, des tribus du Chéelif. Il était facile d'exploiter contre l'émir le fait qu'il avait traité avec les infidèles : les conditions impor-

Moins de deux mois après la signature du traité Desmichels, les Douairs et les Smela, renforcés des Angad, se jetaient sur le camp de l'émir à Hennaya, près de Tlemcen : Abd el Kader s'échappait presque seul et rentrait à Mascara (12 avril 1834). La révolte s'étendit.

Le général Desmichels resta fidèle à la politique qui l'avait amené à traiter. Il refusa l'aide que lui demandaient les Douairs et les Smela. Il fournit des armes et de la poudre à Abd el Kader et lui donna des conseils d'ordre stratégique. L'Emir marcha contre ses adversaires : il battit Sidi Larbi à El Bordj, Mustapha ben Ismaël près de Tlemcen (1<sup>er</sup> juillet 1834). Il occupa cette dernière ville, mais ne put rien contre le Méchouar où les Turcs tenaient toujours et où les rejoignit Mustapha. Cet échec ne l'empêcha pas de rentrer à Mascara en vainqueur, maître du pays depuis les frontières du Maroc jusqu'au Chéelif. Avant la fin de l'année, il réussissait à s'emparer de Sidi Larbi et d'El Ghomari qui n'avaient pas voulu se soumettre : il les fit exécuter.

Son plan se précisa. Il organisa d'abord son domaine, qu'il partagea en deux khalifaliks, Tlemcen et Mascara, subdivisés en aghaliks, desquels relevaient les tribus commandées par des caïds. Le but de cet effort administratif était la reprise de la lutte contre les Français, comportant : 1° l'installation du pouvoir de l'émir dans le Tittery (Médéa, Miliana); 2° l'éviction d'Ahmed, le bey de Constantine, avec l'aide des chefs kabyles de la région de Bougie; 3° enfin, l'expulsion des Français avec l'aide du sultan du Maroc.

Le nouveau gouverneur général s'opposa d'abord à l'effort d'Abd el Kader. A une proposition de l'émir tendant à rétablir l'ordre dans le Tittery et dans la province de Constantine, Drouet d'Erlon répondit de façon négative. Mais, sous l'influence du Consul d'Abd el Kader à Alger, Judas Ben Duran, ses conceptions subirent la même évolution que celle de Desmichels (qui avait été rappelé en janvier 1835 et remplacé par le général Trézel) : il ne réagit pas contre les entreprises de l'Emir.

Après avoir mis à la raison de nouveaux adversaires qui, cette fois, appartenaient à sa propre famille et étaient soutenus par la confrérie des Derkaoua, Abd el Kader occupa Miliana et Médéa (mars-avril 1835). Cette dernière ville, après avoir défait Hadj Moussa (Bou Hamar, l'homme à l'âne).

Drouet d'Erlon était retenu par les instructions venues de Paris, qui lui annonçaient qu'il n'aurait pas de crédits supplémentaires pour 1835 et que les crédits de 1836 ne seraient

pas plus élevés. Mais le nouveau commandant à Oran se rendit compte des ambitions d'Abd el Kader, et il voulut y mettre des limites. Au moment de son arrivée, il avait été expliqué à l'émir que les notes du 4 février n'avaient pas de valeur officielle pour le gouvernement français : source de difficultés certaines puisqu'Abd el Kader les considérait comme partie intégrante du traité.

Trézel, obligé de se soumettre aux ordres du gouverneur général, avait dû, au mois de mars 1835, refuser aux Turcs du Méchouar de Tlemcen l'aide qu'ils lui demandaient contre Abd el Kader. La manière dont celui-ci réalisait son monopole du commerce des grains, en empêchant le ravitaillement d'Oran, allait obliger Trézel à l'action, tandis que Drouet d'Erlon s'empêtrait dans une négociation, qui, si elle avait abouti, aurait étendu au Tittery les stipulations du traité Desmichels telles que les interprétait l'émir.

Les Douairs et les Smela continuaient à venir sur les marchés d'Oran. Ils offrirent à Trézel de jouer le rôle de tribu maghzen auprès des Français. L'arrestation de l'un d'eux sur l'ordre de l'émir les conduisit à la révolte ouverte contre lui. En dépit des instructions dilatoires de Drouet d'Erlon, Trézel jugea nécessaire de les soutenir : une convention fut signée le 16 juin au camp du Figuier, aux termes de laquelle les Douairs et les Smela reconnaissaient la souveraineté du roi des Français (chefs nommés par celui-ci, tribut annuel). La reprise des hostilités était inévitable. A une lettre de Trézel, Abd el Kader répondit par un ultimatum.

Le 19 juin 1835, Trézel s'était porté au camp du Tlélat avec 2.500 hommes de la garnison, peu entraînés et encombrés d'un lourd convoi. Le 26, il battit pendant Abd el Kader qui, avec 1.500 fantassins et 3.000 cavaliers, lui avait tendu une embuscade au bois de Moulay Ismaël, et s'établit sur la rive gauche du Sig. Après un essai de négociation, Trézel décida de rentrer à Oran.

Suivant l'usage qui fit longtemps le succès d'Abd el Kader, la route du retour fut funeste à la colonne française. Les contingents de l'émir avaient grossi. Ils atteignaient 1.000 hommes à pied seulement, mais 14.000 cavaliers. Au défilé de la Macta, Trézel, attaqué de tous les côtés, fut submergé sous le nombre ; sa colonne fut disloquée, son convoi pillé, ses blessés massacrés ; il réussit cependant à rentrer à Arzeu. Il avait perdu 254 hommes, son convoi, son matériel, des armes, un obusier de campagne; il ramenait 150 blessés (28 juin).

Cependant Lamoricière, arrivé d'Alger, ayant pu revenir d'Oran à Arzeu par terre à la tête de cavaliers Douairs et Smela, Trézel, avec les débris de sa colonne, rentre à Oran sans être inquiété. Il revendiqua la responsabilité de l'événement qu'on appela en France un désastre. Il fut rappelé.

\*  
\* \*

Un prompt redressement était nécessaire. Le Maréchal Clauzel, premier successeur de Bourmont, et partisan déterminé de l'entreprise, remplaça Drouet d'Erlon, qui avait, dès le 27 juin, désavoué l'entrée en campagne de Trézel. Des renforts furent envoyés en Algérie, et avec eux un des fils du roi Louis-Philippe, le duc d'Orléans. Cependant il fallut attendre : le choléra s'était déclaré à Alger et les forces expéditionnaires ne se montaient qu'à 21.000 disponibles.

Les opérations commencèrent au mois de septembre par des travaux au camp du Figuier. En octobre, l'îlot de Rachgoun, à l'embouchure de la Tafna, fut occupé, et un régiment de renfort jeté dans Oran. Abd el Kader, inquiet, écrivit au Roi d'Angleterre pour lui demander son appui, et se livra à une intense propagande parmi les tribus. En même temps, il retira ses richesses de Mascara, et envoya sa famille dans le Sud.

Le corps expéditionnaire rassemblé par Clauzel à Oran avait un effectif de 10.000 hommes (brigades Oudinot, Perrégaux, d'Aranges et Combe), renforcés de cavaliers Douairs et Smela, de fantassins turcs et des zouaves de Lamoricière. Il quitte le camp du Tlélat le 29 novembre. Le 1<sup>er</sup> décembre, l'envoi d'une reconnaissance contre Abd el Kader donne lieu à un vif engagement ; les Français restent maîtres de la situation, mais ils rentrent à leur camp. Le 3, Abd el Kader attaque sans succès la colonne ; il ne réussit pas mieux dans une embuscade auprès des marabouts de Sidi Embarek. Il ne put empêcher Clauzel de prendre pied dans la montagne et de déboucher sur le plateau d'Aïn Kebira (5 décembre). Ce fut le signal de la défection parmi les contingents d'Abd el Kader. Le pillage de Mascara commença. A cette nouvelle, Clauzel précipita sa marche, et entra dans la capitale de l'émir le 8 décembre,

Mais on ne discernait pas encore à cette époque la nécessité de la « présence ». Dès le 9, Clauzel quittait Mascara pour rentrer à Oran, en passant par Mostaganem. Abd el Kader, qui avait été complètement abandonné, retrouva des partisans. Il résolut de s'emparer du Méchouar de

Tlemcen. Il échoua de nouveau et ne défendit pas la ville contre un second corps expéditionnaire qui, parti d'Oran le 8 janvier 1836, entra dans la vieille cité le 13. Deux jours plus tard, Yusuf et Richepance avec 50 cavaliers Smela manquaient de peu Abd el Kader au cours d'une poursuite acharnée terminant une surprise du camp de l'émir bien menée par la brigade Perrégaux.

Clauzel pense alors à quitter Tlemcen. Il se dirige d'abord sur Rachgoun. Mais, après un violent combat avec Abd el Kader à Sebaa Chioukh (entre le confluent de l'Isser et de la Tafna, et la mer), il rentre à Tlemcen, poursuivi à coups de fusil jusque dans la ville : ce qui donne aux indigènes l'impression qu'ils ont remporté la victoire. C'est un nouvel événement favorable à la prédication de la guerre sainte qui s'étend jusque dans les ksours de Figuig.

Clauzel, de son côté, a la même impression de victoire. Il laisse à Tlemcen une garnison française, le bataillon de 500 volontaires commandé par Cavaignac, et rentre à Oran le 12 février; il croyait « la guerre terminée » de ce côté. Il lui faut encore s'occuper des affaires du Tittery et du beylik de Constantine.

Le 30 mars, Clauzel partait de Boufarik en direction de Médéa. Il entra dans cette ville le 4 avril et en chassait le représentant d'Abd el Kader. Puis, estimant la question réglée, il rentra le 8 à Boufarik. Partisan des solutions énergiques, il décida d'en finir avec Ahmed, bey de Constantine. Il proclama sa destitution, nomma bey le commandant Yusuf. Celui-ci s'installa à Bône pour travailler politiquement avec les indigènes de la région. Clauzel, paralysé par les ordres extrêmement prudents venus de Paris, à la suite des discussions parlementaires, manquant de moyens, se résolut à faire un voyage en France pour exposer là situation et obtenir les renforts nécessaires. Il s'embarqua le 14 avril. Son dessein était de convaincre le gouvernement de la nécessité de prendre Constantine.

Du côté d'Abd el Kader, les choses étaient bien moins avancées qu'il ne le supposait. Dans la seconde quinzaine de mars, Perrégaux avait exécuté une brillante campagne parmi les tribus du Chélif. Il avait à peine tourné les talons pour regagner Mostaganem et Oran, que l'émir punissait sauvagement une de ces tribus, les Bordjia. De son côté, le bey de Médéa, n'étant pas soutenu, fut impuissant contre les partisans de l'émir qui lui reprirent la ville et l'envoyèrent à Abd el Kader. Dans la région d'Oran, le général d'Arlandes, investi de la mission de maintenir la liaison avec Rachgoun et Tlemcen, avait établi un camp à l'em-

bouchure de la Tafna : il y fut immédiatement bloqué, et blessé au retour d'une reconnaissance (combat de Sidi Yakoub, 25 avril 1836).

La situation de l'émir se trouvait une nouvelle fois consolidée. Il recueillait de nombreuses soumissions jusque dans le Tittery. D'Arlandes, toujours bloqué au camp de la Tafna, demandait 2.000 hommes de renfort. Le ministre de la Guerre décida d'envoyer trois régiments sous le commandement du général Bugeaud ; en même temps l'escadre devait faire des démonstrations sur les côtes du Maroc.

Il ne s'agissait encore, pour le futur héros de la pacification de l'Algérie, que d'une mission temporaire : mettre en état de défense le camp de la Tafna, fortifier Tlemcen, puis rentrer à Oran. Bugeaud était alors âgé de 52 ans. Il avait pris part à la guerre d'Espagne de 1808 à 1814. Mis en demi-solde en 1815, il s'adonna à l'agriculture. Le gouvernement de juillet le nomma maréchal de camp, et il fut élu député de la Dordogne (1832). Il avait su gagner la confiance du Roi et avait l'oreille de la Chambre. Exécutant énergique et heureux, il allait, comme les autres, commencer par faire ses écoles en politique.

Les renforts débarqués au camp de la Tafna (4-6 juin), Bugeaud comprit la nécessité d'alléger les convois en remplaçant les voitures par des animaux de bât. De la Tafna, il gagna Oran par la côte. Le 19 juin, il se porta sur Tlemcen, qu'il atteignit le 24. Puis il rejoignit le camp de la Tafna, dont il jugea dès ce moment le maintien inutile. Il constitua un convoi pour ravitailler Tlemcen et se remit en marche le 4 Juillet. Cette fois Abd el Kader était résolu à lui barrer la route. Bugeaud écrasa ses contingents à la Sikkak (6 juillet) et remporta un succès complet moyennant des pertes minimes (32 tués, 70 blessés).

Bugeaud ravitailla Tlemcen et rentra à Oran (19 juillet) Sa mission était remplie. Il se rembarqua peu après. S'il n'avait pas encore distingué clairement la politique à suivre, du moins était-il presque arrivé déjà à déterminer la tactique efficace; il était partisan d'un « système de colonnes agissantes », seul capable de pacifier le pays. Au reste, des indigènes lui avaient dit : « Nous ne nous soumettrons que si les Français continuent à se montrer plus forts que l'émir. »

En rentrant en Algérie, Clauzel trouva la situation momentanément stabilisée dans l'Ouest. Mais, au centre et à l'Est, les difficultés étaient grandes et manifestes : la Mitidja continuellement ravagée par les incursions des Hadjoutes; la région de Bône troublée par le contre-coup

de la politique brutale de Yusuf qui déchaînait l'hostilité de tribus jusque là fidèles à la France.

Sans doute en souvenir des premiers principes adoptés à la fin de 1830, le gouverneur général persistait dans son dessein d'en finir avec Ahmed, de liquider le dernier vestige de la domination ottomane. Pour agir, il lui fallait des renforts. Il avait gagné à sa cause le président du Conseil Thiers. Mais la chute de celui-ci (25 août 1836) arrêta les choses. Molé, le successeur de Thiers, revint sur la promesse faite. Clauzel avait conçu un vaste plan comportant l'occupation de toutes les villes du Tell, la création dans chaque province d'un camp retranché autour duquel pourraient rayonner des colonnes mobiles. Ce plan, bientôt connu, amena Abd el Kader, en présence de la vulnérabilité de places comme Mascara et Tlemcen, à reporter ses bases plus au sud, et notamment sa capitale dans les ruines de Tagdempt.

L'expédition contre Constantine fut exécutée au mois de novembre. Désespérant d'obtenir des renforts, Clauzel avait offert sa démission. Puis, probablement dans l'idée de s'imposer par un succès et d'obtenir ainsi les forces nécessaires pour achever ensuite la pacification, il constitua avec les minces ressources dont il disposait un corps expéditionnaire de 7.000 hommes. Il était impossible d'entreprendre un siège régulier. Clauzel ne pouvait compter que sur un coup de force. Le coup échoua. Il fallut battre en retraite (23 novembre 1836) dans de mauvaises conditions. Clauzel rentra à Bône le 1<sup>er</sup> décembre, ayant perdu un septième de son effectif.

\*  
\* \*

Son échec allait avoir de redoutables conséquences. On y vit en France une condamnation de l'action militaire en général, alors que seule avait succombé l'action militaire menée par des forces insuffisantes. On admit bien la nécessité de réparer l'échec de Constantine ; mais, pour y arriver, on considéra qu'il fallait en finir n'importe comment avec Abd el Kader : celui-ci avait de nouveau fait ravager la Mitidja par les Hadjoutes, enlevé le troupeau de la garnison d'Oran, et interdit aux indigènes d'entrer dans cette ville.

Comme il arrive en pareilles circonstances, on eut recours à des mesures mal coordonnées et favorables au désordre. A la fin de 1836, le général Damrémont fut envoyé en mission en Algérie, d'où il rapporta une con-

damnation formelle du système de Clauzel. Celui-ci fut rappelé, et son sévère censeur nommé à sa place (février 1837). Puis Bugeaud demanda à être chargé personnellement de régler la question Abd el Kader. Grâce à la confiance qu'il inspirait au roi, il obtint cette mission. Il devait la remplir comme il l'entendrait, par les armes ou en négociant, mais à deux conditions essentielles : l'émir reconnaîtrait la souveraineté du roi de France, son domaine serait limité à la seule province d'Oran.

Damrémont débarqua à Alger le 3 avril 1837. Il ne connaissait rien des pouvoirs conférés à Bugeaud, qui arriva à Oran le 5 avril. Il y avait division du commandement et des responsabilités, situation bien peu favorable au succès.

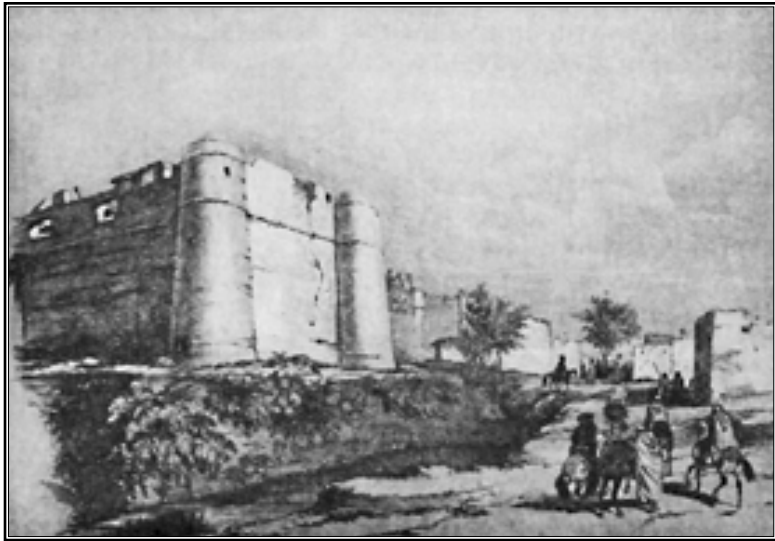
Bugeaud ne jugea pas nécessaire d'abord de combattre. Au mois de janvier, le général de Brossard, qui, commandait à Oran, était entré en relations avec Abd el Kader, par l'intermédiaire de l'inévitable Ben Duran. Le général avait accepté de rendre 130 réguliers de l'émir capturés par nos troupes à la Sikkak (on sait que les marchandages qui eurent lieu à ce sujet amenèrent le général devant un tribunal). Bugeaud reçut à son arrivée la visite de Ben Duran présenté par de Brossard. Il crut la négociation bien engagée, et pensa que l'émir était la personnalité qualifiée pour faire régner l'ordre à l'intérieur au nom de la France.

Bugeaud fit connaître les conditions auxquelles il pouvait traiter. Abd el Kader les repoussa. D'ailleurs, comprenant mal le partage des attributions entre Bugeaud et Damrémont, il craignait un piège. Il crut même que ce dernier seul avait qualité pour s'occuper du Tittery, et il lui écrivit pour entrer en négociations. Il y avait des possibilités qu'il tenait à exploiter comme il l'avait fait auparavant avec le duc de Rovigo et le général Desmichels. Ce fut Ben Duran lui-même, inquiet pour ses avantages personnels, qui y mit un terme en prévenant Bugeaud : l'accord se fit entre les deux chefs français, et Damrémont signifia à l'émir d'avoir à traiter avec Bugeaud seul.

La différence entre les instructions de celui-ci et les intentions de l'émir était trop accentuée. Abd el Kader réclamait en somme toute l'Algérie sauf Alger et Oran. Bugeaud voulut recourir à l'action militaire ; il se porta sur Tlemcen, puis sur le camp de la Tafna. Mais là, il s'aperçut qu'il n'était pas en situation de poursuivre immédiatement. De plus, il lui faudrait bientôt céder une partie de ses forces destinées à l'expédition de Constantine. De son côté Abd el Kader n'était pas prêt. Les négociations

furent menées activement entre les deux camps, à partir du 24 mai. Elles aboutirent le 30 au traité de la Tafna.

D'après le texte français, Abd el Kader reconnaissait « la souveraineté de la France en Afrique ». Les Français conservaient dans la province d'Oran : Oran, Mostaganem, Mazagan, Arzeu ; dans celle d'Alger : Alger, le Sahel, la Mitidja, Blida, Koléa. L'administration de l'émir s'étendait à la province d'Oran, au Tittery, à la partie non française de la province d'Alger : interdiction lui était faite de pénétrer dans les autres parties de la Régence. La France cédait Rachgoun, Tlemcen,



Le méchouar de Tlemcen, d'après Genêt.

avec le Méchouar (qu'Abd el Kader n'avait pas pu prendre). Le commerce était libre entre Français et Algériens, mais, avec l'extérieur, il devait se faire par les ports français. Aucun point du littoral ne devait être concédé à d'autres puissances sans l'assentiment de la France. L'émir achèterait à la France les armes et la poudre dont il aurait besoin. Il donnerait aux Français une quantité déterminée de blé, d'orge et de bêtes à corne.

D'après ce résumé du texte français, on voit que Bugeaud avait transgressé ses instructions sur un point : il cédait le Tittery. Selon le texte arabe, il n'avait pas mieux réussi sur l'autre point, la reconnaissance de la souveraineté de la France. A la phrase française, qui l'établissait, corres-

pondait le très lointain équivalent arabe : « Le commandeur des Croyants reconnaît que le Sultan est grand » Quant au tribut constitué par le « don » de blé, d'orge et de boeufs, aucune garantie n'était fournie, et, pour Abd el Kader, il ne s'agissait que d'une fourniture faite une fois pour toutes. Enfin, la délimitation de la frontière orientale de la Mitidja était par trop imprécise et laissait la porte ouverte aux contestations.

Bugeaud, cependant, était fier de son œuvre. Le 31 mai, il eut une entrevue avec l'émir, la seule qu'ait jamais eue un grand chef français avec lui avant sa soumission : il en remporta une impression excellente et une foi absolue dans les bonnes dispositions d'Abd el Kader.

Tout le monde n'était pas de cet avis. Damrémont tout le premier, qui dénonçait les inconvénients du traité au ministre de la Guerre. Une partie de l'opinion, sans doute impressionnée par le peu glorieux abandon de Tlemcen, le condamnait aussi. Le gouvernement du Roi Louis-Philippe le ratifia cependant le 15 juin. Pour la seconde fois, la France consolidait la puissance d'Abd el Kader. Quant à l'opinion indigène, elle était prête à condamner l'émir qui avait traité au lieu de combattre. Mais Abd el Kader pouvait citer des textes du Coran qui permettaient semblables tractations au musulman momentanément trop faible, qui ne renonçait à la lutte que de façon provisoire, et seulement pour se préparer à la reprendre.

\*  
\* \*

On constata immédiatement les inconvénients du traité de la Tafna. Damrémont dut renoncer à l'œuvre de pacification de la province d'Alger qu'il avait entreprise non sans succès. Mais, si le traité donnait les mains libres à Abd el Kader, il les donnait aussi au gouverneur général, qui put se consacrer au règlement de la question de Constantine. L'émir n'avait aucun intérêt à s'y opposer. Il considérait que, en chassant le dernier bey turc de la Régence, les Français allaient travailler pour lui : l'éviction d'Ahmed était le second point de son programme, après la soumission du Tittery, avant l'expulsion de l'envahisseur européen.

Au mois de mai, Damrémont avait tenté d'entrer en négociations avec Ahmed sur les mêmes bases que Bugeaud avec Abd el Kader. Les hésitations du bey préservèrent la France de cette solution. Damrémont se rendit à Bône, le 23 juillet, pour prendre la direction des pourparlers. Ceux-ci n'aboutirent pas ; et le 19 août, un

ultimatum du gouverneur général fut rejeté. Il fallut se préparer à la lutte. Damrémont qui, au début de l'année, était l'homme de l'occupation « restreinte, progressive et pacifique » (la formule, on le voit, date de loin), Damrémont se mit à l'œuvre.

Il reçut les renforts qui avaient été refusés à Clauzel. Il préleva des forces dans les provinces d'Alger et d'Oran, et réunit ainsi un corps expéditionnaire de 10.000 hommes pourvu d'un très puissant matériel de siège. Il en prit lui-même le commandement, voyant un des fils du roi, le duc de Nemours, parmi ses quatre commandants de brigade d'infanterie. L'expédition quitta Mediez-Amar, le 1<sup>er</sup> octobre. Le 6, elle était devant Constantine, abandonnée par Ahmed et défendue par son khalifa Ben Aïssa.



Vue de Constantine.

Sans prévoir un investissement régulier, Damrémont prescrivit des travaux qui, vu la nature du terrain, prirent quelques jours. Lui-même fut tué le 12 octobre, au moment où il inspectait une batterie. Il fut remplacé par le général Valée qui était le plus ancien. Dès le lendemain, Valée ordonnait l'assaut, l'artillerie ayant pratiqué une brèche. Les zouaves se précipitèrent en avant, conduits par Lamoricière qui fut blessé par l'explosion d'un magasin à poudre. Les autres colonnes durent engager un vif combat de rues

qui se termina victorieusement. Ahmed gagna l'Aurès. Une garnison française fut installée dans la ville.

Ce succès plaça le gouvernement français devant une situation nouvelle. Bien qu'il eût réprouvé toute politique de conquête, il estimait nécessaire de conserver Constantine. Cette exigence empêcha toute entente avec Ahmed qui n'aurait accepté d'administrer le pays au nom de la France que si on lui avait rendu sa capitale. Aucun chef indigène ne parut capable de tenir sa place. Ce fut encore une circonstance heureuse : dans le cas contraire, nous aurions suscité nous-même à l'est la création d'un Etat qui aurait fait pendant à celui d'Abd el Kader dans l'Ouest. Nous n'avons pas eu que de la malchance dans la pacification de l'Algérie.

Valée, gouverneur général en remplacement de Damrémont, nomma un commandant supérieur de la province. Cet officier général était chargé, outre le commandement des troupes, de l'administration, et résidait à Constantine. La province était divisée en quatre khalifaliks (Sahel, Ferdjioua, Medjana, Sahara) administrés chacun par un khalifa indigène. C'était en somme une imitation du système établi par Abd el Kader dans la province d'Oran.

Cette organisation ne resta pas théorique. Elle fut accompagnée d'une extension effective de l'occupation : prise de Stora, fondation de Philippeville, envoi de colonnes mobiles s'installant successivement à Mila, Sétif, Djidjelli. Les circonstances imposaient par leur seul enchaînement ce à quoi n'avaient pu se décider les dirigeants retenus par une partie de l'opinion française.

Au bout de sept années, la domination turque était complètement liquidée. Une méthode d'administration commençait à se faire jour. Mais cette première étape sérieuse vers la pacification était payée cher par l'installation dans la partie occidentale du pays, la plus dangereuse, puisque limitrophe du Maroc hostile, d'un pouvoir indigène étendu, fort, énergique, et que les concessions qu'on lui avait faites n'avaient rendu que plus intransigeant.

## IV

### La Lutte contre Abd el Kader

Provisoire dans l'esprit d'Abd el Kader, le traité de la Tafna devait l'être dans les faits. En dehors même de toute contestation sur le texte du traité, notre extension dans la province de Constantine devait tôt ou tard amener la reprise des hostilités. Et, avec un adversaire de la valeur et de l'énergie d'Abd el Kader, elles ne pouvaient se terminer que par un succès décisif ou une défaite complète.

Abd el Kader en eut le premier le sentiment très net. Il agit vigoureusement. Le commandement français le laissa faire.

Dès le mois de juillet 1837, Abd el Kader, après avoir châtié une fraction des Angad révoltée, prit possession de Tlemcen avec une grande solennité. Le mois suivant, il opéra contre les populations nomades du Sud et soumit les gens du Djebel-Amour à qui il imposa une lourde contribution de guerre. Il se fit reconnaître des Oulad-Chaïb, des Oulad-Mokhtar. Préparant son extension vers l'est, et l'amorçant, il soumit des tribus jusqu'aux Biban. Puis il se tourna contre les Zouatna de l'Oued Zeitoun en Kabylie ; après un combat meurtrier, il massacra leurs chefs et les contraignit à la soumission (janvier 1838).

Les limites de la Tafna étaient largement dépassées. Le général Bernelle, envoyé par le maréchal Valée au camp du Fondouk avec une brigade, demanda dans une lettre énergique des explications à Abd el Kader. Il fut désavoué par Valée et remplacé par le général Rulhière. Mais la lettre avait produit son effet : Abd el Kader se retourna contre le Sud.

Il commença par établir son autorité à Biskra (mai 1838), puis il entreprit des opérations contre Laghouat et Aïn Mahdi, où Sidi Tedjini, chef de la puissante confrérie des Tidjanyia, ne paraissait pas disposé à le reconnaître. L'émir installa un khalifa à Laghouat, puis mit le siège devant Aïn Mahdi : après six mois d'efforts, de juin à décembre 1838, il dut se contenter d'une capitulation laissant Tedjini en liberté. Quoiqu'il n'eût pu prendre la ville, il tira de cette expédition un renforcement de puissance : le « Sultan de Touggourt », les Larbaa, les Oulad Khelif, les Oulad Naïls, lui envoyèrent des présents ou des délégués.

Au milieu de 1839, Abd el Kader fit un voyage en Kabylie, mais il n'obtint chez les montagnards qu'un succès incomplet. Cependant son autorité était établie en principe sur les deux tiers de l'Algérie. Les Français étaient confinés dans Oran, dans Alger, dans une partie du beylik de Constantine, sans avoir, aux termes du traité de la Tafna, le droit de communiquer par terre entre leurs possessions.

Abd el Kader, alors âgé de 32 ans, de taille moyenne mais vigoureux, était dans toute la force de son merveilleux tempérament. Dur à lui-même, sobre, d'une résistance extrême, il mangeait peu, était vêtu simplement, et se distinguait surtout par sa piété, qui, tout en étant un de ses moyens de gouvernement, était restée sincère. Lancé dans une redoutable aventure, au bout de laquelle il entrevoyait la liberté des musulmans algériens, il employa souvent des moyens énergiques, dictés par une politique faite de justice et de sévérité. Sa cruauté même, qu'on lui a reprochée, n'est pas foncièrement établie, et en tous cas, s'il fut parfois impitoyable, ce fut seulement à cause de l'idée qu'il se faisait de sa mission.

Pour remplir celle-ci, il, s'efforça d'établir une administration régulière. Il étendit à ses domaines agrandis l'organisation qu'il avait instaurée dans la province d'Oran après le traité Desmichels. Il les divisa en huit khalifaliks (Tlemcen, Mascara, Miliana, Médéa, le Hamza, la Medjana, le Sahara occidental, le Sahara oriental). Son trésor était alimenté par deux impôts principaux : la zecca, sur les troupeaux, perçue au printemps ; l'achour, sur les moissons, perçue à l'automne. Il fonda une organisation de la justice, de la police, de l'instruction publique (écoles et bibliothèques), des finances (monnaies).

Les circonstances l'obligèrent à donner des soins particuliers à l'organisation militaire. Il eut une armée régulière de 8.000 fantassins, 2.000 cavaliers, 240 artilleurs (servant 20 pièces d'artillerie de campagne), répartie entre les khalifaliks et complétée par les guerriers des tribus. Les règlements, les décorations, l'avancement, la discipline, la comptabilité, le service de santé, étaient à la mode européenne; il avait eu des collaborateurs européens.

Il avait adopté un dispositif stratégique fondé sur les conditions géographiques. Vers la côte, d'abord, des tribus en avant-garde : les Gharaba devant Oran, les Hadjoutes devant Alger, les Kabyles ralliés devant Bône. Dans le Tell, une ligne de places : Tlemcen, Mascara, Miliana, Médéa ; un chaînon manquant, Constantine, mais l'Emir espérait bien



le conquérir. En arrière, et formant autant de réduits, Seb dou, Saïda, Tagdempt, Taza, Boghar, la Zaouïa de Bel-Kheroub, Biskra. Ce système de places lui fournissait des bases nombreuses, comprenant des moyens de ravitaillement (céréales enfermés dans les silos), grâce auxquelles il pouvait se rendre insaisissable, ce qui était le moyen de sa stratégie. Il employait tactiquement un procédé analogue en évitant la bataille rangée, et en harcelant les colonnes.

La faiblesse de cette organisation était son manque d'unité réelle. De très anciens souvenirs de rivalités entre familles et entre tribus s'opposaient à l'unification. Jamais, d'ailleurs, rappelons-le, avant la pacification française, l'Algérie n'a formé une unité dans les limites qu'elle a atteintes et qu'a tracées la tentative même d'Abd el Kader. On doit plutôt considérer l'Etat d'apparence unitaire créé par l'émir comme une confédération dans laquelle chaque khalifa était presque indépendant de fait, la liaison résultant de la reconnaissance d'un chef commun.

\*  
\* \*

Les difficultés avec la France commencèrent à propos du Consul d'Abd el Kader à Alger. Ben Duran décidément reconnu indésirable, l'émir voulut le remplacer par le nommé Garavini, qui fut écarté par Valée parce qu'il était déjà consul des Etats-Unis. Abd el Kader se plaignit de ce refus. Mais l'affaire la plus grave était la délimitation de la Mitidja vers l'est. Le traité disait : jusqu'à l'Oued Kaddara et au delà. Rédaction contradictoire, d'où chacun s'efforçait de tirer des conclusions favorables à sa thèse, les Français pour maintenir les communications par terre entre Alger et Constantine, Abd el Kader pour s'étendre vers l'Est. Le Maréchal Valée prépara un projet de traité additionnel réglant le litige ; Abd el Kader refusa de le ratifier ; mais le gouvernement français le déclara valable, parce que signé du représentant de l'émir.

Celui-ci sentait venir la reprise des hostilités, à laquelle il se préparait. Ses empiètements dans la province de Constantine étaient autant de provocations contre les Français qui se décidèrent à réagir. Le Maréchal Valée, confiant dans son système de camps successifs pour tenir le pays, crut qu'un coup d'audace pourrait intimider l'émir. Ce fut une simple démonstration.

Le Maréchal quitta Mila, le 18 octobre 1839, à la tête d'une colonne de 4.000 hommes et accompagné du duc d'Orléans. Il traversa le défilé des Biban (Portes de fer) le 28 (moyennant paiement aux tribus d'un « droit de passage ») et rentra à Alger le 2 novembre.

Abd el Kader, qui était décidé depuis le mois de juillet à proclamer la guerre sainte à la première « violation » du traité par les Français, trouva dans cette expédition le prétexte souhaité. Il quitta Tagdempt le 1<sup>er</sup> novembre, écrivit à Valée deux lettres, dont la seconde reçut une réponse conciliante, et lança l'appel à la guerre sainte le 19.

Dès le 10, un officier supérieur français avait été tué dans une embuscade tendue par les Hadjoutes ; les 13 et 14 novembre, des coups de feu avaient été tirés contre Blida. Le 20, la Mitidja fut envahie et ravagée par les contingents de l'émir. Le lendemain, 158 Français furent surpris et tués au camp de l'Oued el Alleug.

L'effort de l'émir paraissait devoir se concentrer d'abord dans la province d'Alger où 20.000 Français étaient disséminés dans les postes et les camps sur lesquels Valée fondait sa sécurité. Le système ne résista pas à l'épreuve, Valée évacua la plupart des points occupés, ne maintenant de garnisons qu'au Fondouk, à Kara Mustapha, à l'Arba, et à Blida. Mais il fallait organiser des colonnes mobiles pour les ravitailler, procédé que le Maréchal dut adopter, après s'être violemment élevé contre lui auparavant.

Dans la province d'Oran, des attaques furent exécutées par les partisans d'Abd el Kader contre Mazagran (13 décembre), contre Arzeu (17 décembre), et des razzias des Gharaba contre les Douairs et les Smela. Le 2 février 1840, eut lieu l'attaque de Ben Thami, khalifa de Abd el Kader, contre la redoute de Mazagran, défendue par le capitaine Lelièvre et 123 hommes de la 10<sup>e</sup> compagnie du premier bataillon d'infanterie légère d'Afrique ; la résistance dura 5 jours, les assaillants durent se retirer. L'héroïsme des défenseurs fut célébré peut-être avec quelque exagération ; mais l'opinion française surexcitée exigea une action énergique.

Valée, renforcé, disposant de 58.000 hommes, dont 33.000 dans la province d'Alger, se disposa à agir au printemps. Il résolut d'occuper Médéa et Miliana, puis de se maintenir en liaison permanente avec Mostaganem et Oran. Il occupa les deux premières villes ainsi que Cherchell, mais le ravitaillement amena toujours de nouveaux combats. L'état sanitaire des garnisons était des plus défectueux,

Des révoltes se produisirent chez les indigènes dans les provinces d'Oran et de Constantine.

Cette fois, le gouvernement français, poussé par Bugeaud, qui avait un plan tout prêt, décida une action d'envergure : l'occupation « restreinte, progressive, pacifique », avait échoué. Il fallait aussi compenser la reculade à quoi avait abouti le soutien donné à Méhémet Ali : au lieu d'aider celui-ci, au prix d'une guerre européenne, à consolider sa situation en Egypte, mieux valait pacifier l'Algérie. Le Ministère Guizot rappela Valée et le remplaça par Bugeaud (29 décembre).

Avec celui-ci, qui avait renoncé aux illusions politiques de 1837, le système des camps fut abandonné pour celui des colonnes mobiles. A l'activité d'Abd el Kader, il fallait opposer une activité supérieure. Le camp du Fondouk et la plupart de ceux de la province d'Alger furent évacués. Grâce à la confiance que Paris avait en Bugeaud, les effectifs atteignirent un chiffre élevé, jusqu'à 110.000 hommes, et permirent de former un grand nombre de colonnes. Les hommes furent pourvus d'un équipement approprié. Les convois sur bêtes de somme devinrent la règle. La colonne comprenait 3 ou 4 bataillons d'infanterie, 2 escadrons de cavalerie, 2 obusiers de campagne, des auxiliaires indigènes. Bugeaud, qui resta longtemps en fonction, trouva des subordonnés remarquables, parmi des officiers qui s'étaient formés en Algérie même, les Changarnier, les Lamoricière, les Duvivier, les Morris, les Cavaignac, les Bedeau, les Baraguey d'Hilliers.

Le système trouvé, restait encore à en arrêter le mode d'application à la fois politique et stratégique. Certaines servitudes étaient imposées par l'impossibilité d'évacuer des points comme Médéa et Miliana. Il fallut donc encore avoir recours aux colonnes de ravitaillement. Mais, en même temps, Bugeaud comprit la nécessité de s'attaquer aux places de l'Émir : il commença dès le printemps de 1841.

Abd el Kader comprend le danger : il s'adresse au sultan du Maroc, et à l'Angleterre, mais sans succès. Du 30 mars au 6 avril, Médéa est ravitaillée. Puis c'est le tour de Miliana (combats du 2 au 5 mai). A la fin du mois, Tagdempt, Boghar, Taza, Mascara, sont prises. La première ligne des places de l'émir est enlevée tout entière, sauf Tlemcen ; la seconde est entamée. En juin, Mascara est ravitaillée et les troupes de Bugeaud font la récolte dans la plaine d'Eghris, qui a vu naître la puissance d'Abd el Kader.

Après un temps d'arrêt, employé à la réorganisation de la direction des affaires arabes, la campagne est reprise à l'automne. Bugeaud bat Abd el Kader à Sidi Yahia, détruit la Guetna de Sidi Mahi ed Din, arrive à Saïda (octobre 1841). Il établit des bases d'opérations à Mascara, Mostaganem et Oran, d'où pourront rayonner et agir en liaison des colonnes de pacification. En janvier 1842, Bugeaud, partant d'Oran, rentre à Tlemcen et dévaste Sebdu. En mars, Bedeau soumet Nedroma.

En décembre 1841, Abd el Kader a fait de nouveau appel à l'Angleterre. Il a adressé des lettres au sultan de Constantinople, à son grand-vizir, au capitain-pacha. Toujours sans succès. Il va chercher des Beni Snassen pour les mener au combat : ils s'enfuient sur la Sikkak (21 mars 1842). Au début d'avril l'émir a rassemblé de nouveaux contingents : il est battu le 11 sur la Tafna par Bedeau. Infatigable, Abd el Kader, qui a entraîné cette fois les Kabyles, vient assiéger Nedroma. Bedeau le bat à nouveau le 29 à Bab-Taza.

Le mois suivant, une opération combinée, conduite par Bugeaud avec Changarnier et Lamoricière, ouvre les communications par terre entre Oran et Alger, et contraint la smala d'Abd el Kader à fuir vers le Sahara. Lamoricière manque de peu l'émir lui-même, mais s'empare de Goudjilah, où Abd el Kader a rassemblé toutes les armes et les munitions qu'il a pu sauver de Tagdempt.

Les tribus hésitent encore à se rallier à la France, à la fois par sentiment religieux et par crainte des représailles d'Abd el Kader. Il faut déterminer et pratiquer une politique indigène. Il s'agit d'abord de lever le malentendu fondamental. C'est à quoi s'emploie Léon Roches, qui, entre 1837 et 1839, a séjourné auprès d'Abd el Kader, et lui a même servi en plusieurs occasions de secrétaire pour ses relations avec l'extérieur. Il y est aidé par Sidi Tedjini, le vaincu d'Aïn Mahdi.

Les mokedems, réunis à la Zaouïa de Tedjini, à Kairouan, ont donné une fettoua, permettant aux Algériens de faire leur soumission aux Français (août 1841). Roches fait approuver cette fettoua par les oulémas du Caire, puis par un medjelès, réuni à Taïf par le grand Chérif de la Mecque. Revenu à Alger en juin 1842, Roches recrute, grâce à Tedjini, des émissaires sûrs et dévoués qui vont répandre la fettoua dans les tribus ; en même temps, il les fait rassurer matériellement en promettant qu'il n'y aura plus de traités comme ceux de Desmichels et de la Tafna abandonnant les tribus ralliées à la vengeance de l'émir.

Abd el Kader a perdu ses places, ses lieutenants sont battus, sa Smala, qui, outre sa famille et ses familiers, comprend d'immenses approvisionnements et toutes ses richesses, est contrainte de se déplacer sans cesse. Lui-même, à l'automne de 1842, ne tient plus la campagne que grâce à sa mobilité et en harcelant les troupes françaises. Lamoricière l'a vainement pourchassé sans l'atteindre. C'est dans le sud et au Maroc qu'il peut retrouver des forces. Il faut lui barrer la route.

Au début de 1843, l'émir reparait dans l'Ouarensis : la saison encore peu favorable empêche Bugeaud d'agir. Mais, au printemps, il se remet en campagne avec ses lieutenants et commence par occuper les grandes avenues du pays : camps d'El Asnam (Orléansville), de Tiaret, de Teniet el Had, de Boghar.

Le duc d'Aumale, qui commande à Boghar, sait que la Smala ne peut être loin et il se jure de l'atteindre. Avec ses 60 à 70.000 âmes, elle se meut difficilement. Le duc d'Aumale apprend qu'elle a hiverné à Goudjilah ; il occupe ce point le 14 mai. La smala, lui dit-on, est du côté de Taguin. Trompé par un faux renseignement, il se trouve brusquement en présence du vaste campement avec sa seule cavalerie, le 16 vers 11 heures du matin. L'occasion est propice : attendre l'infanterie, c'est risquer de la laisser passer. Le duc d'Aumale se précipite, s'empare de la smala : les prises sont considérables, l'effet produit prodigieux.

L'émir lui-même se sent atteint par ce coup de fortune où les musulmans voient la volonté de Dieu : un moment découragé, il songe à se retirer en Orient. La dépression ne dure pas. Mais Abd el Kader est traqué : à plusieurs reprises, il est sur le point d'être pris par le colonel Géry (21 juin, début d'août, 12 septembre), par Lamoricière (22 septembre). Il se réfugie au Maroc.

Alors, se produit dans le drame une péripétie : après de longues hésitations, les Marocains interviennent dans la lutte. La guerre est inévitable, du fait qu'ils donnent asile à l'émir, qui en profite pour organiser sur leur territoire ses coups de main et ses razzias contre l'Algérie, qui ose même y envoyer ses prisonniers. Mais les hostilités prennent bientôt un caractère plus net. L'occupation de l'Algérie par les Français s'étend : au printemps 1844, le duc d'Aumale occupe Biskra, Bugeaud occupe Dellys, un camp français est établi à Laghouat et, comme il était inéluctable, Lamoricière occupe Lalla-Maghrnia. Région toujours contestée à laquelle le sultan du Maroc n'a jamais renoncé.

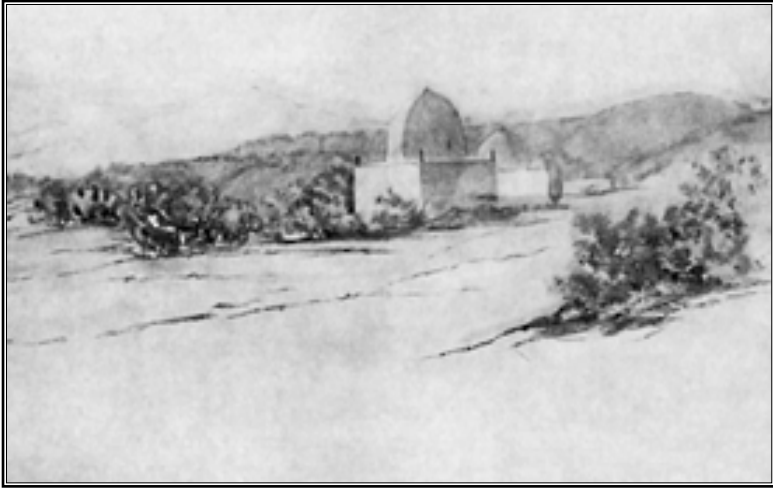
Il y a des troupes marocaines à Oudjda. Leur chef somme Lamoricière d'évacuer Lalla-Maghrnia : Lamoricière refuse. On essaie de négocier, mais les palabres dégénèrent en bataille. En juin, Bugeaud occupe Oudjda temporairement sans rien obtenir : le sultan compte sur l'appui britannique. L'affaire se règle au mois d'août. Tanger est bombardé par l'escadre du prince de Joinville le 6, Mogador le 15 ; le 14, Bugeaud bat complètement sur l'Isly l'armée marocaine commandée par un fils du sultan. Le 10 septembre est signé le traité de Tanger, dont la clause principale met Abd el Kader hors la loi. Le traité est complété par la convention de Lalla-Maghrnia, sur les limites entre le Maroc et l'Algérie (18 mars 1845) : il est bien dit qu'Abd el Kader sera extradé s'il se réfugie au Maroc, mais la frontière est tracée de façon imprécise et inopportune.

\*  
\* \*

Bugeaud, rentré en France en novembre 1844, croit la question réglée. Tout va cependant être remis en question. Au début de 1845, le pays est agité par le marabout Bou-Maza (l'homme à la chèvre), qui profite du mécontentement causé par les maladroites de l'administration française. Au mois de janvier, Sidi Bel Abbès a été surpris. Orléansville est menacée, la révolte gronde dans la vallée du Chélif, dans l'Ouarensis, dans le Dahra. Une action vigoureuse est nécessaire. Bugeaud, rentré en mars, travaille dans l'Ouarsenis, Péliissier dans le Dahra ; Bou Maza est battu par Saint-Arnaud (21 mai) et s'enfuit. Mais la situation reste obscure : de faux Bou Maza apparaissent çà et là. L'agitation est entretenue par Abd el Kader. Cependant Bugeaud rentre en France au début de septembre, laissant l'intérim à Lamoricière.

Tandis que celui-ci se garde surtout au sud, l'initiative désordonnée d'un sous-ordre, le lieutenant-colonel Montagnac, qui brûle de se mesurer avec Abd el Kader, vient troubler l'application de son plan. Montagnac quitte Djemmaa-Ghezaouet avec 346 hommes du 8<sup>e</sup> bataillon de chasseurs d'Orléans et le 2<sup>e</sup> escadron du 2<sup>e</sup> hussards (Commandant Courby de Cognord) ; le 23 septembre, il se porte vers le Djebel Kerkour, engage la lutte sans que ses forces soient réunies et dès le début est mortellement blessé. La plupart des hommes sont massacrés, Courby de Cognord, blessé, est fait prisonnier ; 82 hommes s'enferment

dans le marabout de Sidi-Brahim et tiennent contre tous les assauts : le 26, ils se font jour vers Djemmaa-Ghezaouet, mais se désunissent pour boire dans un ruisseau ; quatorze d'entre eux rejoignent le poste ; un seul, le caporal Lavayssière, a encore son fusil.



Le marabout de Sidi-Brahim, d'après Genêt.

L'effet produit dans toute l'Algérie fut immense : l'insurrection se généralisa. L'armée française semblait traverser une crise : un convoi de cartouches envoyé par Cavaignac qui commandait à Tlemcen capitula en rase campagne avec son escorte non loin d'Aïn Temouchent le 27 septembre, devant Abd el Kader.

L'énergie de Lamoricière et de Cavaignac sauva l'Oranie et l'Algérie tout entière. Bugeaud débarqua à Alger le 15 octobre et agit immédiatement. Il mit sur pied jusqu'à 18 colonnes à la fois, opérant les unes sur le pourtour, les autres au centre. Devant cet effort, les insurgés ne tiennent pas : plusieurs Bou Maza sont défaits. En novembre, Abd el Kader, qui s'est porté vers le plateau du Sersou, doit s'enfuir vers le sud. Il tâche de se maintenir successivement dans les massifs montagneux qui ont toujours permis une résistance opiniâtre : il est chassé de l'Ouarsenis ; puis il s'élançe du Djurdjura sur la Mitidja où il est arrêté de justesse ; rejeté dans le Djurdjura, il n'est pas suivi par les Kabyles. Il se réfugie au Djebel-Amour, mais les Oulad-Nails et les Harrar demandent l'aman au Français. En

mai 1846, il se porte chez les Oulad Sidi Cheïkh : le colonel Renaud arrive à El-Abiod au début de juin. Abd el Kader s'enfuit à Figuig.

Pendant cette dure campagne, les prisonniers français de Sidi-Brahim et d'Aïn Temouchent, gardés à la Deïra (smala très réduite) sur les bords de Moulouya, ont été presque tous massacrés en l'absence de l'émir. Les survivants, avec Courby de Cognord, sont mis en liberté contre rançon en novembre ; quelques-uns dont le clairon de Roland avaient réussi à s'évader.

L'émir, coupé des révoltes algériens, s'entend avec Bou Maza, qui tente d'opérer dans Tittery. L'homme à la chèvre est à son tour pourchassé chez les Oulad Nails, en janvier-février 1847, et, après un nouvel échec dans le Dahra, se rend à Saint-Arnaud le 13 avril. La pacification de l'Algérie est en bonne voie quand Bugeaud, las des attaques dont il est l'objet au Parlement, rentre en France (5 juin 1847) après une courte campagne en Kabylie.

Son successeur, le duc d'Aumale, allait avoir l'honneur de recevoir la reddition d'Abd el Kader.

Celui-ci ne peut plus rien obtenir des Marocains qui entrent même en lutte avec lui et empêchent des contingents algériens de le rejoindre : le sultan craint l'ambition de l'émir. Celui-ci est hors d'état d'agir : le Maroc est hostile. L'Algérie est maintenant bien gardée. Les deux frères de l'émir demandent l'aman. Lui-même tente de rentrer en Algérie, il passe la Moulouya en subissant des pertes élevées, mais tous les passages sont gardés. Après des tractations dans lesquelles on lui a promis qu'il pourrait se rendre en Orient, Abd el Kader fait sa soumission le 23 décembre 1847.

On sait que la monarchie de juillet et la Seconde République ne purent se décider à lui permettre de quitter le territoire français. C'est Napoléon III qui tint la parole donnée. Le 21 décembre 1852, l'émir arrivait à Brousse. Il acceptait pleinement la situation et employa toute son énergie à sauver les Français lors des émeutes de Damas en juillet 1860. Au reste, n'a-t-il pas écrit : « Si les musulmans et les chrétiens me prêtaient l'oreille, je ferais cesser leur divergence, et ils deviendraient frères à l'extérieur et à l'intérieur ».

## V

### L'Achèvement de la Pacification

La fin de la lutte contre Abd el Kader marquait la principale étape de la pacification en Algérie. Elle ne sauva pas plus la monarchie de juillet que la prise d'Alger n'avait



Un des premiers colons algériens : A. de Vialar.

sauvé Charles X. Du moins était-ce un magnifique héritage que le Roi des Français laissait sur la terre d'Afrique à la Secondé République. Il s'étendait du Maroc à la Tunisie, de la Méditerranée au Sahara. Aucun homme, aucun chef

n'était capable de reprendre à son compte l'impossible rêve d'Abd el Kader. A la poursuite de celui-ci les colonnes françaises avaient montré leurs drapeaux et pacifié les populations, même dans les vieux môles de résistance comme l'Ouarsenis, l'Aurès, le Djebel-Amour. Elles étaient allées jusqu'à Laghouat et jusqu'à Biskra. La mise en valeur, la colonisation, avaient commencé, grâce aux efforts des autorités joints à ceux des particuliers, au premier rang desquels il faut citer le baron de Vialar.

Il restait cependant une lourde tâche à remplir. La Kabylie n'avait pas cédé aux sollicitations d'Abd el Kader. La soumission de celui-ci ne l'affectait pas ; et les Kabyles n'étaient pas disposés à reconnaître les autorités françaises. Dans le sud, le contact avec les grands nomades était à peine pris, il fallait établir la sécurité de la rive septentrionale de la mer saharienne.

Une première solution fut obtenue des deux côtés moins de dix ans après la soumission d'Abd el Kader. Elle fut remise en question, d'abord dans le sud (1864), puis en Kabylie (1871). Sur ce dernier point un effort intense permit une pacification rapide. Dans le sud il fallut guerroyer jusque dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle.

La question se posa des deux côtés simultanément et dans des conditions analogues : soulèvements locaux provoqués par des agitateurs qui couvraient d'un prétexte religieux leur désir de pillage. En 1849, Bou Zian, dans le Sud, Bou Baghla, en Kabylie, forcent les Français soit à agir, soit à envisager une action sérieuse.

Dans le sud ce fut l'affaire de Zaatcha, pénible et coûteuse. Après un premier assaut infructueux le 20 octobre 1849, des renforts furent envoyés et permirent de prendre le Ksar. Les pertes françaises s'élevaient à 1.500 tués et blessés. Affaire purement épisodique d'ailleurs, malgré son caractère meurtrier, et qui n'empêcha pas l'agitation de se poursuivre. Elle atteignit un certain développement en 1852.

Un chérif, qui avait fait parler de lui dans les dernières années de la lutte contre Abd el Kader, Mohammed ben Abdallah s'était mis à prêcher la guerre sainte parmi les populations sahariennes rassemblées autour de lui. Ses partisans mirent la main sur Laghouat. De ce point, où il vint lui-même s'installer, il tenta d'entraîner les tribus de l'Atlas et des Hauts-Plateaux. Il fallut, pour le réduire, l'action combinée des deux colonnes Péliissier et Yusuf, qui s'emparèrent de Laghouat le 4 décembre 1852, tandis

que leur mouvement était couvert à distance par Mac-Mahon dans la région de Biskra.

Mohammed ne s'avoua pas battu et reparut quelques mois plus tard dans le Mزاب. Le général Randon, gouverneur général, mettant en œuvre, une politique qui a toujours donné des résultats, s'entendit pour le réduire avec les Oulad-Sidi-Cheikh, et avec leur chef Si Hamza. Les forces indigènes de celui-ci appuyées en profondeur par les colonnes françaises se mirent à la poursuite du Chérif, qui fut battu à Ngouça, et s'emparèrent d'Ouargla. En 1854 l'intervention d'un allié de Mohammed amena une campagne sur l'Oued Rhir et l'entrée des troupes françaises à Touggourt (29 novembre) et dans le Souf. La pénétration vers le sud fut momentanément arrêtée : Si Hamza exerçait le commandement dans la région de Géryville et Ouargla et resta fidèle à l'amitié française.

En Kabylie, à la suite des troubles de 1849, le gouverneur-général d'Hautpoul avait demandé à Paris l'autorisation d'occuper le massif. Le gouvernement s'en tint aux demi-mesures et n'admit qu'une campagne en Petite Kabylie. De mai à juillet 1851, Saint-Arnaud promena ses troupes entre Mila et Djidjelli : le résultat final ne pouvait être atteint de cette façon.

Nommé gouverneur général, Randon, dont on a vu l'heureuse action dans le Sud, résolut de régler la question suivant un plan méthodique. Il porta d'abord son effort sur les communications, procéda toujours fécond : construction des deux routes Bougie-Alger-Dellys, et Aumale-Sétif-Bougie. Mais il entra en rivalité avec Saint-Arnaud et ce dissentiment empêcha de régler d'un coup le problème ; encore une fois Paris n'admit qu'une opération partielle, une nouvelle campagne en Petite Kabylie. Menée par Randon lui-même avec les divisions Mac-Mahon et Bosquet, elle aboutit du moins à la pacification de la région située entre Djidjelli, Collo, Constantine et Sétif.

Ce premier succès eût permis à Randon d'achever son œuvre, si les circonstances n'étaient venues encore se mettre à la traverse. Cette fois, il fut arrêté par les prélèvements opérés sur les troupes d'Algérie pour l'expédition de Crimée. Il ne resta pas inactif, mais il ne put donner à ses opérations l'envergure nécessaire. A la suite d'un soulèvement contre l'Agha du Sébaou (1854) Randon exécuta une reconnaissance en force qui mena les troupes françaises jusqu'au territoire des Beni Yahia : les tribus durent payer une contribution de guerre. Mais l'action de présence ne put être exercée ; nos troupes se retirèrent ; l'agitation

reprit. Le poste de Tizi Ouzou fut attaqué. Une opération vers Dra el Mizan (1856) fut, naturellement, encore insuffisante pour amener la solution.



Le général Randon en Kabylie (1857), d'après Devilly.

Enfin, en 1857, Randon put exécuter la campagne qu'il préparait depuis si longtemps. Laissant un détachement à la surveillance du Djurdjura, Randon lança trois colonnes dans les montagnes Kabyles. L'opération commença le

24 mai. Elle atteignit d'abord les Beni Raten : partant de Tizi Ouzou, les troupes françaises occupèrent le plateau de Soukh el Arba : les Beni Raten entrèrent en pourparlers. Fidèle à sa méthode, Randon fit construire une route assurant les communications avec Tizi Ouzou. Et dès le 14 juin avait lieu la pose de la première pierre du Fort Napoléon (Fort National).

La campagne fut reprise quelques jours plus tard : prise d'Icheriden par Mac-Mahon (24 juin) mettant hors de cause les Beni Menguellet, combats d'Aït Hassen et de Taourirt Mimoun, qui amenèrent la soumission des Beni Yenni. La campagne s'acheva le 11 juillet dans le Djurdjura par la capture de la maraboute Lalla Fatma. Randon, parfaitement au courant du caractère et des mœurs des Kabyles, leur laissa leurs institutions particulières et une large autonomie municipale .

La pacification semblait complète.

Une première crise se produisit cependant dans le sud en 1864.

L'accord avec Si Hamza avait permis de prendre contact avec les Sahariens (voyage de Duveyrier chez les Touareg, accord avec les Adjer en 1862). En mars 1864, Si Sliman, deuxième successeur de Si Hamza, rejeta la fidélité à la France à la suite de blessures d'amour-propre (il n'avait reçu que le titre de bach agha, au lieu de celui de khalifa qu'avait eu Si Hamza). Le 8 avril, le commandant supérieur de Tiaret, le colonel Beauprêtre, qui marchait contre les insurgés, fut surpris et massacré avec sa colonne. Si Sliman resta lui-même sur le terrain du combat.

Son frère, Si Mohammed, qui le remplaça, profita de l'émotion causée par la catastrophe de la colonne Beauprêtre et réussit en quelques jours, à déclencher un vaste mouvement du Djebel Amour au Tittery. Les troupes françaises parvinrent à empêcher les insurgés de prendre pied dans les Hauts-Plateaux. Mais l'importante tribu des Flitta entre le Chelif et Tiaret, se souleva à la voix du marabout Sidi-Lazreg ; les tribus du Dahra s'agitèrent. En dépit de l'affaiblissement des effectifs (expédition du Mexique), le général Martimprey, gouverneur général par intérim, à la suite du décès du maréchal Pélissier, prit la direction des opérations avec énergie. A la suite d'un combat où leur chef fut tué, les Flitta se soumirent à la fin de juin, et le calme se rétablit dans le Djebel-Amour et le Tittery.

La situation resta longtemps troublée en Oranie. De ce côté, Si Mohammed tint la campagne jusqu'à sa mort (4 février 1865). Il aurait fallu atteindre la région de Figuig, le Maroc, où les rebelles trouvaient un refuge. Le gouvernement français s'opposa à ce mouvement. Pendant plusieurs années on dut rester sur le qui-vive, en s'opposant aux razzias des pillards sans pouvoir trancher dans le vif. Cependant, en juillet 1870, une attaque contre les Hamyan fit autoriser le général Wimpfen à agir contre les Zegdou (Oulad Djerir, Beni Guil, Doui Menia) : son succès fut complet. Il fut malheureusement temporaire, et l'agitation continua. Elle ne devait cesser que lorsque la pénétration saharienne eut porté ses fruits : c'est un sujet qui vaut d'être étudié pour lui-même.

Plus brève, mais aussi plus grave et plus meurtrière, fut, en 1871, l'insurrection de la Kabylie. La guerre franco-allemande avait amené une nouvelle et très profonde baisse des effectifs, et nos défaites un redoutable affaiblissement du prestige français. Avec une extraordinaire légèreté le gouvernement de la Défense Nationale choisit ce moment pour introduire des modifications sérieuses dans le système administratif de l'Algérie : substitution du régime civil au régime militaire, naturalisation en bloc des israélites en vertu du décret Crémieux. On inquiétait à la fois les chefs indigènes jaloux de leur autorité, et la masse des musulmans.

L'agitation alla s'amplifiant, et, à cause du manque de troupes, aboutit à une véritable insurrection. Elle fut menée par un descendant d'une famille illustre, Moqrani, Bach-Agha de la Medjana, et prit un caractère religieux du fait de l'alliance qu'il conclut avec le cheikh Haddad, chef de la confrérie des Rahmanyia. Moqrani commença par adresser une déclaration de guerre en forme au général commandant la subdivision de Sétif (14 mars 1871) et par mettre le siège devant le poste de Bou Arreridj. Peu après, les Rahmanyia étaient appelés à la guerre sainte par le cheikh Haddad (8 avril).

La guerre sainte prit la forme du pillage : les villages et les fermes isolés furent dévastés, les villes bloquées. C'est-à-dire (car le mot blocus évoquerait des visions militaires inexacts) que les communications furent interceptées. Dellys, Bougie ne purent plus trafiquer avec les environs ; des postes même, comme Fort-National, se trouvèrent coupés du reste du pays. Souvenir des années de naguère : la Mitidja fut envahie. En quelques jours, 150.000 Kabyles avaient pris les armes.

Ils furent arrêtés dans leur marche sur Alger au village de l'Alma (22 avril). Mais l'insurrection gagnait. Tandis que Moqrani était vers Aumale, toute la Grande Kabylie était soulevée ; le mouvement s'étendait aux tribus du Hodna, puis aux Beni Menacer, entre Cherchell et Miliana.

Le gouvernement français, qui avait pourtant à faire face en même temps à la Commune de Paris, put envoyer des troupes en Algérie avec un gouverneur général clairvoyant et décidé, l'amiral de Gueydon. Dès le 5 mai, Moqrani fut tué dans un combat sur l'Oued Soufflat, et son frère Bou Mezrag vit bientôt le plus grand nombre de ses partisans le quitter. La contre-offensive s'organisa en mai et juin, Tizi Ouzou, Dellys, Dra el Mizan furent délivrés. Les derniers champions de la résistance furent battus à Icheriden. Haddad et ses fils se soumirent le 13 juillet. Bou Mezrag se réfugia dans le sud et ne fut capturé qu'en janvier 1872.

L'insurrection avait trouvé à son début des circonstances favorables, mais l'œuvre accomplie depuis quarante ans avait déjà porté ses fruits : le mouvement resta presque entièrement localisé dans la province de Constantine. Dans celle d'Alger, il n'eut que peu de succès et n'en eut pas du tout dans celle d'Oran.

---

## CONCLUSION

---

On a souvent abusé de la comparaison entre l'œuvre de Rome et celle de la France en Algérie. Le rapprochement peut cependant être fait, à condition de n'être pas poussé trop loin.

Comme la paix romaine, la paix française assure la sécurité et la prospérité du pays. Elle, a mis un terme, dans ce qu'elles avaient de dévastateur, aux querelles de tribus, de clans et de familles ; elle permet à chacun de profiter sans trouble des fruits de son travail. Ceux-ci se développent de plus en plus ; il y a encore beaucoup à faire, et notre « politique de l'eau » n'est guère qu'à ses débuts, mais les statistiques du commerce extérieur sont probantes (1), et rendent éloquemment témoignage de l'œuvre accomplie. Depuis cent ans, il y a eu des combats en Algérie, mais il y a eu aussi création de richesses.

Il y a cependant, entre l'Algérie française et l'Algérie romaine, des différences dont la principale est due à la politique de colonisation. Celle-ci a amené en Algérie des éléments européens d'origine très diverse, et le problème a été d'abord d'en faire un ensemble unitaire (ce qui a assez bien réussi), puis de faire vivre cet ensemble en bonne harmonie avec les indigènes.

Les Romains eux aussi, comme les Carthaginois, ont bien dû avoir une politique indigène. Mais ses bases n'étaient pas celles de la nôtre. Le considérable apport ethnique qu'ils n'ont pas réalisé, et que nous avons suscité, a posé un problème spécial et requis des solutions nouvelles. Problème d'autant plus complexe, solutions d'autant plus

---

(1) La moyenne annuelle des transactions de l'Algérie avec l'extérieur est passée de 25 millions dans la décade 1831-1840, à 1.724 millions dans la décade 1911-1920 ; le chiffre de l'année 1928 atteint 1.750 millions (ramené comme celui de la décade 1911-1920 à la parité de l'or).



difficiles, que la mise en valeur progressive des ressources du pays par la colonisation a provoqué un accroissement sensible de la population indigène. Cet accroissement, qui évoque le souvenir de l'Algérie romaine très peuplée, provoque un conflit entre la politique indigène et la politique de colonisation : conflit pacifique, d'ailleurs, et qui, est loin d'être insoluble.

A la condition toutefois qu'on sache comprendre et interpréter les exemples fournis par l'écroulement de la domination romaine et de la domination turque. L'une et l'autre sont tombées parce qu'elles avaient abouti à une politique purement fiscale, tendant à négliger les intérêts du pays. Il n'est pas question de contester les droits des Européens venus en Algérie à l'appel des autorités françaises. Mais il est indispensable, par une politique éclatante de justice, de toucher le cœur des indigènes. Le mot de collaboration, dont on fait un usage si fréquent doit inspirer autre chose que des discours d'apparat : adaptation de la politique indigène à des nécessités nouvelles.

Il y a une autre différence entre l'Algérie française et l'Algérie romaine, et c'est un avantage certain pour la première. L'Algérie française fait partie du vaste ensemble de l'Afrique du Nord, tout entier soumis à la direction de la France, comme jadis à celle de Rome. Le système est, dans l'application, souple et variable : l'impulsion de la puissance directrice ne se fait pas sentir de la même façon en Algérie qu'au Maroc et en Tunisie. Et l'histoire, surtout depuis la conquête arabe, explique et justifie les différences présentes. Mais l'ensemble harmonieux que constitue l'Afrique du Nord n'est lui-même qu'une partie de l'ensemble plus vaste qui s'étend d'un seul tenant de la Méditerranée au golfe de Guinée.

La France a rempli là une tâche gigantesque, où l'effort militaire n'a été que le prélude de l'effort civilisateur. Celui-ci tend à faire entrer dans la communauté des peuples de l'univers, dans l'humanité à la recherche du mieux-être, des populations qui jusque-là, repliées sur elles-mêmes, arrivaient péniblement à trouver le moyen de ne pas disparaître. Ces populations, la France les a appelées, les appelle encore, à améliorer leur existence en adoptant un rythme de vie nouveau, sans rien détruire de ce qui est respectable dans les traditions reçues des ancêtres. L'Algérie a été l'une des bases, peut-être même la base principale, de cette œuvre grandiose, et ses enfants y ont collaboré avec ceux de la France.

L'Algérie a déjà témoigné sa reconnaissance à ceux qui

l'ont ainsi grandie et enrichie. Le souvenir des turcos de 1870 n'était pas aboli dans les cœurs français, quand leurs descendants sont venus à leur tour verser leur sang pour la défense de la Métropole au cours de la guerre mondiale. Côte à côte avec nos ouvriers, avec nos paysans, avec nos intellectuels, avec nos bourgeois, ils ont lutté, ils ont souffert ; trop d'entre eux, comme aussi trop des nôtres, sont morts, glorieusement, de la mort des héros. De telles choses ne sortent pas de la mémoire : elles resserrent les liens anciens, elles en créent de nouveaux. La fraternité des armes n'est pas un vain mot : elle unit dans la paix, comme elle les a unies dans la guerre, la France et l'Algérie.



# TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages
<b>Introduction</b> .....	<b>5</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE</b>	
<b>L'ALGÉRIE AVANT L'ISLAM</b>	
<b>I. Les populations primitives; les Phéniciens et les Carthaginois.</b> .....	<b>11</b>
<b>II. La conquête romaine</b> .....	<b>14</b>
<b>III. La paix romaine en Algérie</b> .....	<b>17</b>
<b>IV. Les Vandales et les Byzantins</b> .....	<b>21</b>
<b>DEUXIÈME PARTIE</b>	
<b>L'ALGÉRIE ET L'ISLAM</b>	
<b>I. L'introduction de l'Islam en Algérie</b> .....	<b>26</b>
<b>II. Le royaume de Tahert (VIII<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> siècles)</b> .....	<b>28</b>
<b>III. L'Etat hammadite (X<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles)</b> .....	<b>32</b>
<b>IV. Le royaume de Tlemcen (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles).</b> .....	<b>35</b>
<b>V. La domination turque</b> .....	<b>39</b>
<b>TROISIÈME PARTIE</b>	
<b>L'ALGÉRIE ET LA FRANCE</b>	
<b>I. L'expédition de 1830</b> .....	<b>46</b>
<b>II. Jusqu'à l'établissement du gouvernement général (Août 1830 - juillet 1834).</b> .....	<b>57</b>
<b>III. Les débuts du gouvernement général. – La Macta. – La Sikkak. – Le traité de la Tafna. – La prise de Constantine</b> .....	<b>64</b>
<b>IV. La lutte contre Abd el Kader</b> .....	<b>76</b>
<b>V. L'achèvement de la pacification</b> .....	<b>86</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>93</b>

